

Pour lecture avant adoption

# Assemblée générale ordinaire de l'Anacej

Anacej  
Association Nationale  
des Conseils  
d'Enfants et de Jeunes

**Mercredi 19 juin 2024**

## ***Collectivités territoriales présentes***

- Allonnes (72)
- Avignon (84)
- Blagnac (31)
- Conseil départemental de la Loire (44)
- Conseil départemental de la Haute-Garonne (31)
- Conseil régional Bretagne
- Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
- Corbas (69)
- Figeac (46)
- Issy-les-Moulineaux (92)
- Le Grau du Roi (30)
- Lille-Hellemmes-Lomme (59)
- Lyon (60)
- Marseille (13)
- Métropole de Lyon (69)
- Meudon (92)
- Mulhouse (68)
- Paris (75)
- Poitiers (86)
- Rumilly (74)
- Saint-Denis-de-la-Réunion (974)
- Schiltigheim (67)
- Seyssins (38)
- Vaulx-en-Velin (69)
- Villeneuve de Berg (07)
- Villeurbanne (69)

## ***Fédérations et associations présentes***

- AFEV
- Confédération des MJC de France
- Fédération des MJC d'Alsace
- Fédération nationale des FRANCAS

10-14, rue Tolain  
75020 Paris  
T 01 56 35 05 35  
F 01 56 35 05 36  
[info@Anacej.asso.fr](mailto:info@Anacej.asso.fr)

[www.Anacej.asso.fr](http://www.Anacej.asso.fr)

- *Sport dans la ville*

#### ***Adhérents individuels présents***

- *Virginie MALAYEUDE, Conseillère municipale*
- *Vivian RINGOT, Administrateur*
- *Barbara SAFAR*
- *Shéhrazade BOUYAHIA*

#### ***Membres du Comité jeunes présents***

- *Naomie NULLA*
- *Julien FAYANT*
- *Rémi RIGAUDAS*
- *Guillaume WEIXLER*

*Marie ALCOVER, Adjointe au maire en charge des jeunes et de la vie étudiante*

*Tristan DEBRAY, Conseiller municipal délégué à la ville des enfants*

*Sonia FALEK, Directrice Administrative et financière*

*Marie-Pierre PERNETTE, Déléguée Générale*

*Jean-Marc TREUIL, Responsable de la communication et des partenariats financiers*

*Marie BOHIN, Responsable de la communication*

*Raphaëlle PLOQUIN, Chargée de mission accompagnement réseau*

*Marie AUBERT, Chargée d'accompagnement*

*David OUPOH-GOZO, Chargé de la communication*

*Valentin MOUREAU, Comptable, prestataire extérieur*

*Marie BONNEAU, Assistante d'équipe*

#### ***Collectivités territoriales excusées***

- *Amiens (80)*
- *Arras (62)*
- *Chambéry (73)*
- *Clermont Ferrand (63)*
- *Communauté Urbaine de Dunkerque (59)*
- *Conseil départemental de l'Allier (03)*
- *Conseil départemental du Tarn (81)*
- *Conseil départemental de la Réunion (974)*
- *Conseil départemental des Vosges (88)*
- *Conseil régional de la Réunion*
- *Le Grau du Roi (30)*
- *Le Lamentin (972)*
- *Marseille (13)*
- *Poitiers (86)*
- *Saint-Joseph de la Réunion (974)*
- *Strasbourg (67)*
- *Saint-Paul (974)*

- *Toulouse (31)*

***Fédérations et associations excusées***

- *EEDF*
- *Ligue de l'Enseignement*

***Membres du Comité jeunes excusés :***

- *Valentin JANKOWIAK*
- *Emma BLERON*
- *Jeffry JEANTY*
- *Salomé CHABERT*
- *Ilana ROYER-DARRAS*

*Christophe Rambeau, Commissaire aux comptes, excusé*

JB

## Ordre du jour

I. Distribution des pouvoirs.....	8
II. Approbation des comptes rendus de l'Assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 17 juin 2023.....	9
III. Rapport moral.....	9
IV. Rapport d'activité.....	14
V. Rapport financier.....	20
VI. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes 2023.....	32
VII. Vote des différents rapports : rapport d'activité, rapport financier et affectation du résultat.....	32
VIII. Barème des cotisations 2025 et tarification des formations.....	33
IX. Élection au conseil d'administration du Collège des conseils départementaux et régionaux et des collectivités territoriales uniques.....	36
X. Remerciements.....	40

*La séance est ouverte à 9 heures 30.*

## **Jonathan BOCQUET**

Bonjour à toutes et à tous. On va démarrer pour cette Assemblée Générale.

Ce n'est pas moi qui vais vous accueillir parce que je ne suis pas chez moi. Je laisse évidemment le mot d'accueil aux élus lyonnais, Marie ALCOVER et Tristan DEBRAY, que je remercie énormément pour avoir mis à disposition cette salle et pour avoir organisé avec nous cette journée qui s'annonce extrêmement riche avec beaucoup de sujets divers, toujours sur les questions d'enfance et de jeunesse.

À travers vous, je remercie la Maire du 5<sup>ème</sup> arrondissement et le maire de Lyon. Je salue aussi Véronique MOREIRA qui est présente avec nous, élue de la Métropole de Lyon qui contribuera aussi au programme, puisqu'on ira aussi voir les jeunes de la Métropole cet après-midi. On aura l'explication du fonctionnement de leur instance.

Je suis particulièrement heureux de vous retrouver aujourd'hui. Comme on le disait hier en Conseil d'administration, dans le contexte actuel, il y a peu de réunions politiques où on est contents d'aller et où on sait qu'on va être à l'aise.

Le Conseil d'administration d'hier nous a permis de nous dire un certain nombre de choses, grâce à notre ADN républicain et constructif, mais aussi grâce à notre spécificité transpartisane. Nous avons eu une discussion à bâtons rompus sur tout ce que les uns et les autres peuvent se reprocher, et surtout, sur ce que les uns et les autres doivent se dire pour réagir et se mettre au combat, mais sans passer sur un certain nombre de choses qui ont peut-être contribué à la situation d'aujourd'hui.

Je ne vous ferai pas le résumé des échanges d'hier, d'autant qu'on s'est dit qu'il fallait que ça reste entre nous pour qu'on puisse tout se dire, mais on pourra sans doute les prolonger aujourd'hui, dans le cadre de la discussion sur le projet associatif. Le contexte dans lequel on est aujourd'hui percute directement le projet associatif.

Il y a la vision optimiste et la vision pessimiste. La vision optimiste est de dire que nous sommes plus nécessaires que jamais. C'est la preuve que nous avons raison et qu'il faut encourager les jeunes à aller participer pour leur expliquer ce que sont la République et le droit de vote, ce que sont la citoyenneté et le combat politique, et ce que ce n'est pas. La vision pessimiste est que l'association existe depuis plus de 30 ans, la participation aux élections des jeunes ne fait que baisser, et quand ils participent, ce n'est pas forcément pour nous rassurer.

Comment sortir de la vision optimiste et de la vision pessimiste ? Notre raison d'être est plus actuelle que jamais. En revanche, on doit s'interroger sur nos méthodes et sur la manière dont on avance sur nos territoires parce que, de toute évidence, ça ne marche pas aussi bien qu'on le voudrait.

Cette Assemblée générale tombe donc très bien parce qu'on interroge depuis un an le projet associatif de fond en comble, dans l'organisation, dans les axes prioritaires, sur la manière d'animer le réseau et sur la manière de politiser le réseau, dans le sens où il faut qu'on prenne conscience qu'on a plus

de 400 élus Enfance-Jeunesse sur le territoire national. Ce n'est pas rien, pour prendre la parole et pour défendre les priorités Enfance-Jeunesse, poser des diagnostics et porter un plaidoyer.

Ce n'est pas rien, si demain on doit être en situation de résistance pour œuvrer et donner à voir des politiques exemplaires en matière Enfance-Jeunesse, malgré le contexte qu'on a à craindre, et éventuellement renverser la tendance qui est maintenant devenue une tendance lourde.

Personne, dans le réseau Anacej, n'a été surpris des résultats. Personne, dans le réseau Anacej, n'a été surpris, en particulier du vote des jeunes. On alerte depuis des années et on continuera d'alerter. Au-delà d'alerter et au-delà de multiplier les tribunes qu'on signera toujours sans scrupules, sans états d'âme et sans ambiguïté, l'accumulation des tribunes dans la presse ne fait pas une politique publique et ne fait manifestement pas de succès électoral, politique, ou de renversement de vapeur.

On a une nouvelle journée de travail avec l'ensemble du réseau. On va pouvoir se dire un certain nombre de choses. On va aussi pouvoir voir, comme c'est la force des AG délocalisées, ce qu'il se passe sur un territoire en particulier pour comprendre les choix qui ont été faits et pourquoi ils ont été faits de cette manière.

À Lyon, le choix a notamment été fait de ne pas faire les mêmes choix sur tous les arrondissements. Il y a des particularités, ce que les élus lyonnais défendent.

Tristan défendra le fait que le 5<sup>ème</sup> arrondissement est le plus beau de Lyon. Il n'aura pas de mal à me convaincre. Je fais partie de ce camp, mais je crois qu'il y en a pour tous les goûts, à Lyon, donc vous pourrez évidemment aller voir ce qu'il se passe sur les autres arrondissements.

*Applaudissements.*

### **Tristan DEBRAY**

Bienvenue, effectivement, dans le plus bel arrondissement de Lyon, en toute objectivité, puisque je vis et que j'ai été élu dans le 5<sup>ème</sup>.

C'est un plaisir pour nous de vous accueillir. Cela aurait été un plaisir dans n'importe quel arrondissement, bien sûr.

On est vraiment très heureux de vous recevoir ici. Merci beaucoup à Jonathan et Marie-Pierre, particulièrement, qui nous suivent depuis un moment. Ils nous accompagnent et nous conseillent. On bénéficie de votre expertise et c'est quelque chose qui est vraiment très important pour nous.

Comme vous le savez, on fait beaucoup de choses à Lyon, depuis quatre ans, et je sais que vous faites beaucoup de choses pour les enfants et pour les jeunes depuis plus de 30 ans. C'est pour nous un grand plaisir d'avoir ces précieux conseils. Vous avez beaucoup plus d'expérience que nous. Bienvenue à vous.

Si vous avez le temps de visiter, il y a plein de choses à voir. Vous êtes ici dans le Vieux Lyon, le quartier historique de la Ville avec les traboules, notamment. Je sais que vous n'aurez peut-être pas le temps, mais n'hésitez pas à traverser une traboule, ça vaut le coup.



Je voulais vous dire aussi quelques mots sur la délégation de la Ville des Enfants qui a été créée par le Maire de Lyon. Elle vise beaucoup de choses. Elle vise notamment la participation. Je ne vous apprends rien, la participation des enfants est avant tout un droit consacré dans la Convention nationale des Droits de l'enfant, et elle est au cœur de ma délégation de Ville des Enfants.

Vous verrez aujourd'hui quelques exemples qui ont été menés à Lyon depuis quatre ans. Il y a la rénovation des aires de jeux dans laquelle on a déjà fait beaucoup de choses. Avant, les matériaux n'étaient pas forcément respectueux de la santé des enfants, donc on les change. On change aussi les revêtements de sols et surtout, on fait participer les enfants.

On leur fait faire des visites de terrain, dans les aires de jeux, avec les services de la Ville et les élus, et on leur fait faire des propositions. Les enfants participent à la rénovation de chaque aire de jeux. Ce sont notamment eux qui ont proposé les premières balançoires à sièges inclusifs dans une aire de jeux de la Croix Rousse. C'étaient les enfants du Conseil d'arrondissement d'enfants du 1<sup>er</sup>.

Ils font des propositions qu'on écoute, qu'on met en œuvre. On connaît aussi leur sensibilité, notamment pour les personnes les plus fragiles. Il y a également les projets de Rues des enfants. Je ne vais pas en dire trop, puisque vous allez en visiter une juste à côté. Simplement pour vous dire que vous allez en voir l'une des plus belles. C'est la Rue des enfants devant l'école Gerson.

Jean-Christophe BALLETT qui est le chef de projet aux mobilités urbaines vous expliquera tout ça. Cette Rue des enfants est intéressante parce qu'elle a été construite en plusieurs étapes. Dans un premier temps, on a fermé la rue devant l'école. Il s'agissait essentiellement de travaux de voirie.

Dans un second temps, on a fait des projets artistiques éphémères avec les enfants à l'école et des artistes professionnels qui étaient entourés par le Musée d'Art contemporain. Puis, on a végétalisé, on a planté des arbres. On a dû un peu négocier avec les ABF. Vous connaissez sûrement ce sujet également. On a mis des bancs. Désormais, les parents, les familles et les enfants jouent. Ils se sont vraiment réapproprié l'espace public.

Parmi nos projets, est présent également le projet des Conseils d'enfants. On a 7 Conseils d'arrondissement d'enfants à Lyon. Il faut savoir qu'en 2020, il y en avait un, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement. On s'est inspiré de ce qu'il faisait. On s'est aussi inspiré de ce qui était fait et de ce qui est encore fait dans d'autres villes.

On s'est beaucoup inspiré de ce qui est fait à Fano, la Ville des enfants en Italie. On a également les Conseils d'arrondissement d'enfants. Comme je l'ai dit, on en a 7.

On a aussi des associations différentes qui accompagnent les enfants avec des méthodes un peu différentes. Vous aurez la chance, en début d'après-midi, de rencontrer plusieurs d'entre elles. Je vous invite fortement à venir voir la séance de clôture du 5<sup>ème</sup> arrondissement qui aura lieu proche d'ici à la salle de La Garenne. Vous pourrez voir concrètement les enfants vous présenter leur bilan.

Le mois dernier, ils ont notamment organisé une fête de la solidarité à laquelle j'ai eu la chance de participer. Ils avaient eux-mêmes organisé la fête de A à Z avec des associations différentes. Il y avait un stand sur le handicap. On pouvait marcher les yeux bandés avec une canne pour se mettre dans la

peau d'une personne non voyante. Il y avait des stands sur la discrimination, des stands sur le harcèlement, et des stands sur le racisme. Ce sont les enfants qui ont monté cette fête de la solidarité. Les exemples tels que celui-ci sont très nombreux, maintenant, à Lyon. Si vous allez à la salle de La Garenne cette après-midi, les enfants pourront vous en dire plus.

Pour terminer, je voulais vous inviter à un événement que l'on organise le 20 novembre, date de l'anniversaire de la Convention internationale des Droits de l'enfant. Cette année, elle va souffler sa 35<sup>ème</sup> bougie. On organise un grand événement à l'Hôtel de Ville avec notamment une table ronde, des expositions et un certain nombre de partenaires. Vous êtes les bienvenus, si vous souhaitez participer à cet événement.

Je vous souhaite une très bonne journée. Je vais devoir m'absenter. J'ai une très bonne excuse. J'ai commencé le marathon des séances de clôture des Conseils d'enfants avec le 3<sup>ème</sup> arrondissement, la semaine dernière. Aujourd'hui, je vais dans le 8<sup>ème</sup> pour voir une séance de clôture.

Je reviendrai déjeuner avec vous dans le Vieux Lyon. Je resterai un peu avec vous rencontrer et vous présenter les personnes de l'atelier Pop-corn formidable, dans le 3<sup>ème</sup> et dans le 7<sup>ème</sup>. J'irai avec ceux qui le souhaitent voir l'Assemblée de clôture du 5<sup>ème</sup>. Il faut aller voir Marie-Pierre pour vous inscrire. N'hésitez pas. Je peux même emmener trois personnes, si vous le souhaitez, mais je ne pourrai pas vous ramener, puisqu'après, je pars dans le 8<sup>ème</sup> pour la fin de mon marathon avec la séance de clôture du Conseil d'arrondissement du 9<sup>ème</sup>.

Je vous souhaite une très belle journée.

*Applaudissements*

**Marie ALCOVER**

Bonjour à tous.

Je suis adjointe au Maire de Lyon, en charge des jeunes et de la vie étudiante. Cette délégation m'a été confiée récemment. Je suis arrivée sur cette fonction en 2022, un peu à rebours des élections.

Je vais commencer par vous remercier tous d'être présents aujourd'hui, les élus comme les services de grosses collectivités ou de petites communes de France et d'Outre-mer. Merci d'être là et merci de vous engager sur ces thématiques de Conseils des enfants et jeunes, particulièrement, dans mon cas.

Du côté de la jeunesse, à la Ville de Lyon, on avait déjà, comme grosse collectivité, énormément d'actions que ce soient des actions culturelles, des actions sportives ou des actions d'éducation pour les jeunes.

On n'avait pas de direction claire. On n'avait pas de politique jeunesse. C'est la commande qui m'a été passée par le Maire de Lyon, lorsque j'ai été nommée en tant qu'élue sur la Jeunesse, sur une tranche de 12 à 25 ans.



Quand je suis arrivée, en 2022, on a commencé par concerter les jeunes pour savoir quelles allaient être les grandes thématiques de notre politique Jeunesse. On a choisi d'adopter la devise : « Jamais rien pour nous sans nous » qui avait été utilisée depuis les années 2000 par les personnes en situation de handicap et qu'on reprend pour la tranche d'âge 12-25 ans.

On a constitué une assemblée de 40 jeunes qui a été sélectionnée sur le territoire de la Ville de Lyon en essayant d'être le plus représentative possible des jeunes de maintenant. On les a réunis sur 6 séances pour nous aider à élaborer cette feuille de route pour les jeunes de la Ville de Lyon.

On votera cette feuille de route en septembre. On est en cours de validation, puisqu'en tant que politique jeunesse, c'est transversal, donc cela n'appartient pas uniquement à la délégation Jeunesse, mais aussi aux délégations culturelle, sportive, éducation et insertion professionnelle, et prévention de la délinquance. Il y en a un peu de tous côtés. Je vous en reparlerai cet après-midi.

Entre les actes de révoltes qu'on a vécus à Lyon, comme dans la plupart des collectivités l'été dernier, et l'abstention des jeunes aux dernières élections que vous mentionniez précédemment, il y a urgence de les rapprocher des institutions, de leur offrir un maximum d'espaces de participation et d'être à leur écoute.

De notre côté, on agit en mettant à la fin de l'année une deuxième édition de cette Assemblée des jeunes pour pouvoir récolter leur parole de manière efficace et régulière, et on travaille sur l'adaptation du budget participatif sur lequel Tristan avait également travaillé, sur la tranche d'âge 12-25 ans et les adaptations qu'il faut faire pour s'assurer une participation efficace de cette tranche d'âge.

Je suis très intéressée pour avoir vos retours, pas tout au long de la journée parce que je vais également devoir vous quitter rapidement, mais pour échanger sur les sujets et voir dans le détail ce qui a été mis en place dans d'autres collectivités. Qu'est-ce qui marche pour faire participer les jeunes ? Quelles sont les modalités à adapter ? J'espère qu'on aura l'occasion d'en reparler tout à l'heure.

On échange avec les jeunes, mais on échange aussi beaucoup avec les professionnels de jeunesse. À Lyon, ils sont nombreux, certainement comme dans beaucoup d'autres collectivités. On échange sur les modalités de participation qu'ils mettent en œuvre dans leur structure, en tant que collectivité, mais il y a aussi les missions locales, les structures culturelles, les MJC, l'Afev, la Métropole de Lyon, etc. La parole des jeunes est récoltée dans tout un tas d'endroits, donc j'imagine qu'on se pose les mêmes questions sur la façon dont on récolte la parole et ce qu'on en fait.

J'entame aussi, en parallèle, un travail de repérage des acteurs nationaux, des réseaux. Je pense qu'il est indispensable de savoir qui fait comment ailleurs et comment on fonctionne tous ensemble, sur les réseaux et les collectivités qui travaillent sur les questions de représentation des jeunes pour échanger sur nos idées et nos pratiques.

Merci à l'Anacej pour l'invitation. J'espère qu'on pourra en reparler tout à l'heure. Je vous souhaite une bonne journée de travail. On en reparle cet après-midi. Merci.

*Applaudissements*

## **Jonathan BOCQUET**

Merci beaucoup à tous les deux pour cet accueil et ces mots d'introduction. Ils placent bien l'horizon de cette journée. On a bien compris votre marathon. C'est pour de très bonnes causes auxquelles on ne peut que souscrire. On se retrouve tout à l'heure avec plaisir.

### **I. Distribution des pouvoirs**

#### **Jonathan BOCQUET**

On va pouvoir enchaîner avec la partie statutaire de notre Assemblée générale. Les différents rapports vont vous être présentés. Ils vont rendre compte de l'activité et de l'état de nos finances à la fin de l'année 2023.

Je vais d'abord distribuer les pouvoirs qui ont été donnés. Amiens à Villeurbanne, Paris à Villeurbanne, Strasbourg à Schiltigheim, et les Éclaireurs de France à Sport dans la ville.

On a eu un certain nombre d'excusés de dernière minute du fait du contexte. Bon nombre d'administrateurs ou de membres du réseau sont particulièrement mobilisés sur leur territoire, compte tenu des risques qu'il y a d'avoir le 7 juillet des députés d'extrême droite plus nombreux que maintenant. Ils sont 89 actuellement et peut-être 200 bientôt.

Merci à vous d'avoir fait le déplacement. Je pense que cette journée contribue aussi au combat contre l'extrême droite. On verra dans quelle mesure on doit s'engager.

### **II. Approbation du compte-rendu de l'Assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 17 juin 2023**

#### **Jonathan BOCQUET**

Tout le monde a lu le document. Y a-t-il des remarques sur le compte-rendu ? Parfait, je vais le faire voter en l'état. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Le compte-rendu est donc adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

### **III. Rapport moral**

#### **Jonathan BOCQUET**

On va passer sur le rapport moral. Je ne serai pas très long sur le rapport moral, sauf s'il y a des questions et si vous voulez qu'on échange sur le rapport moral de l'association. Je pense que le rapport d'activité dira plus de choses.

Sur le rapport moral, je vais rappeler que l'année 2023 a été marquée par le renouvellement des instances que j'avais placé sous le signe de la consolidation. J'avais parlé de la consolidation de plusieurs éléments de l'association.

D'abord, une consolidation de l'équipe nationale avec la consolidation du fonctionnement interne. C'est la volonté de retrouver de la sérénité et de l'efficacité dans nos méthodes de travail, ainsi que de la sérénité dans nos relations de travail, notamment réaffirmer et réarticuler comme il se doit le Conseil d'administration avec l'équipe salariée pour clarifier les contours et les prérogatives de chacun.

Il s'agit de réaffirmer un certain nombre de priorités dans l'association pour pouvoir faire des choix et arbitrer. À force de cumuler les ambitions, on faisait un peu tout. Généralement, quand on fait tout, cela ne se passe pas très bien. On ne fait pas tout bien.

Cette consolidation s'est faite avec un accompagnement. On est allés chercher un prestataire extérieur pour faire un diagnostic extrêmement poussé. C'était un choix fort de la part de l'association, de son bureau, de l'équipe et de la Déléguée générale, Marie-Pierre PERNETTE.

Un tel diagnostic sur le fonctionnement interne est toujours une épreuve parce qu'on va regarder de très près et très profondément tout ce qui va et tout ce qui ne va pas. On va parfois sur des choses qui nous embêtent un peu à tous points de vue et à tous niveaux.

C'était aussi coûteux. Le fait d'aller chercher ce prestataire était un choix financier, mais cela nous semblait nécessaire, à un moment où on voulait réaffirmer le projet associatif et le réécrire. On ne pouvait pas réécrire le projet associatif sans faire d'abord un diagnostic de l'état de notre association.

Ce travail est terminé, il a été présenté. Le cabinet Amnyos a fait un diagnostic sur nos forces et nos faiblesses, ce qui nous a amenés à proposer une nouvelle organisation avec deux axes prioritaires. L'un des axes ne vous étonnera évidemment pas. Il était au cœur de l'objet de l'association. Il s'agit de l'accompagnement des collectivités dans la formation des agents, dans la formation des élus, dans la distribution de kits, d'outils, de *Vademecum* de la participation.

Concernant l'innovation, il s'agit de l'innovation pour l'expérimentation et le fait d'éprouver les expérimentations pour savoir si elles doivent être converties en espaces pérennes. Comme tout ne fonctionne pas toujours, parfois, on arrête et c'est très bien ainsi. Cet axe sera renforcé et deviendra même, dans l'organisation, un axe à part entière de l'organisation interne.

Ensuite, il y a l'animation du réseau dont on avait beaucoup discuté, lors de l'Assemblée générale 2023. On avait fait le constat qu'un certain nombre de membres du réseau se sentaient assez éloignés de l'Anacej, en particulier ceux qui étaient venus à l'Anacej le temps d'un accompagnement ou le temps de la mise en place d'un dispositif.

Une fois ce dispositif de participation mis en place, une fois un Conseil de jeunes créé ou tout autre espace de participation, puisqu'on ne réduit pas la participation des enfants et des jeunes aux Conseils, petit à petit, ces collectivités s'éloignaient.

Il y a bien, de temps en temps, une participation à un événement national ou un « Anacej, bonjour ! » ou une formation, mais petit à petit, on les perdait un peu de vue, ce qui faisait que notre réseau s'affaiblissait.

JB

Aujourd'hui, on est aux alentours de 400 collectivités adhérentes, mais si on avait su garder toutes les collectivités qui avaient adhéré à un moment pour bénéficier de notre accompagnement, on aurait des milliers de collectivités et notre réseau n'aurait pas le même poids.

La force de l'Anacej et ce qu'on a voulu affirmer, dès l'Assemblée générale 2023, qui était dans les tuyaux depuis un moment, c'est qu'on n'est pas seulement là pour l'accompagnement d'une collectivité le temps d'une installation. Le temps de la mise en place, de la création et de l'élaboration d'une feuille de route politique Enfance-Jeunesse.

On est là pour porter un plaidoyer au niveau national. On est là pour valoriser les expériences qui sont faites sur les territoires. Elles ne peuvent pas se faire si, petit à petit, on perd les collectivités qui ont été engagées, à un moment.

On est là pour interpeller les pouvoirs publics, notamment l'État et les parlementaires. C'est toujours plus facile de peser, quand on dit qu'on a 2 000 collectivités, plutôt que 400. On va donc mettre l'accent sur l'animation du réseau.

On va mettre l'accent sur une proposition plus forte, plus intense et plus régulière sur une offre d'événements, d'activités, et l'écoute qui est attendue par ces collectivités qu'on perd, d'habitude.

Cette consolidation passe par une consolidation de l'équipe. Cette consolidation était un diagnostic, mais c'était surtout la prise en compte des conclusions de ce diagnostic avec la poursuite du renforcement.

Vous savez que, dès 2020, je vous avais proposé le choix de renforcer les équipes par des recrutements. Il se trouve que ces recrutements ont, hélas, surtout pallié les départs parce qu'il y a eu beaucoup de *turnover* dans l'équipe. Il va falloir que l'on continue de renforcer l'équipe de l'Anacej.

Aujourd'hui, elle représente moins de 10 personnes. Vous vous rendez compte que si demain, on veut animer un réseau de 400 collectivités, il va falloir que l'on continue de développer les effectifs.

Consolider le plaidoyer, consolider le réseau d'élus, réaffirmer le fait que nous avons une parole politique, ce qui ne veut pas dire « une parole partisane ». Refuser une parole partisane ne veut pas dire refuser une parole politique. Nous avons des choses à dire.

Je vais poursuivre l'introduction que j'ai faite tout à l'heure. Je ne vais pas dévoiler les échanges du Conseil d'administration d'hier, puisqu'on a dit qu'ils n'étaient pas portés au compte-rendu. Il y a eu des mots forts. Je vous en fais une synthèse à ma façon qui pourra être discutée sur les ambitions. On ne va pas revenir sur pourquoi on en est arrivés là. Comment essaye-t-on de s'en sortir et quelle est la place de l'Anacej, dans le contexte actuel ? Quel est notre rôle, au-delà de la question des dispositifs et de la promotion de la participation des enfants et des jeunes ?

Je répondrai d'abord par une formule. On a longtemps cru qu'il suffisait d'être exemplaires. Maintenant, il va falloir être exigeants avec l'ensemble de notre réseau, mais aussi vis-à-vis de ceux qui ne sont pas dans notre réseau, c'est-à-dire qu'il va falloir donner des mauvais points.



Il ne va pas falloir seulement valoriser ce qu'il se fait de bien. Il va falloir dire tout ce qui, dans la scène politico-médiatique, éloigne les enfants et les jeunes de la citoyenneté, tout ce qui les désespère, tout ce qui les décourage, tout ce qui leur donne à avoir l'impression que tout se confond ou que tout est inutile et que tout se vaut.

Il va falloir être plus exigeants sur le vocabulaire employé, sur le sens des mots, sur les attitudes des politiques, sur des choses qui ne se disent pas, sur des choses qui ne se font pas, sur la suspicion perpétuelle des médias, même si on aura aussi des choses à dire, à l'égard des médias, sur la suspicion, vis-à-vis de la probité des élections. Est-ce qu'on veut continuer à encourager la suspicion, vis-à-vis des résultats électoraux ? Un certain nombre de conclusions dans le débat public sont savamment entretenues par les uns et par les autres. Il nous semble qu'un certain nombre de camps, voire peut-être tous les camps, partagent la responsabilité de la montée du Front national.

Il va falloir qu'on travaille avec les jeunes à entretenir la mémoire et le sens de l'histoire, dans nos instances, dans nos conseils, dans nos dispositifs de participation. Il va falloir travailler aussi avec les jeunes sur la fabrique de l'opinion. Il va falloir qu'on travaille avec les jeunes sur les canaux d'information, sur la vérification de l'information.

Il va falloir qu'on travaille à fracturer les bulles d'opinion dont les jeunes ne sont pas les seules victimes, loin de là. Cette habitude prise de ne discuter qu'avec des gens qui sont d'accord avec nous, de ne lire que des journaux ou des livres qui vont dans le sens de nos convictions, il va falloir qu'on percute ces réflexes et qu'on force la confrontation d'idées et qu'on redonne ses lettres de noblesse aux débats d'idées, aux débats d'opinions.

L'affrontement des idées, le droit à la critique, le droit à la satire, le droit à la caricature, évidemment. Quand je parle du droit à la critique, il s'agit du droit de laisser le temps à la liberté d'expression, avant le temps du retour, pour ceux qui le souhaitent, au sacré ou à la conviction. C'est la possibilité de tout se dire sans tabous.

Défendre l'esprit critique et la liberté d'expression : il faut que l'on réaffirme que c'est dans notre ADN.

Être exigeants vis-à-vis de nos partenaires et de nos alliés : dans un certain nombre de faits divers et de tribunes, il va falloir qu'on soit particulièrement exigeants dans les mots qu'on emploie.

Une fois qu'on a dit tout cela, on n'épuise pas le sujet. Je ne sais pas comment on fait reculer l'extrême droite. Je ne sais pas comment on fait reculer le populisme, l'antisémitisme, le racisme. Au vu des échanges d'hier soir, je veux finir sur une note d'optimisme. J'ai l'impression qu'on est quand même tous prêts au combat et prêts à porter ces exigences dans nos territoires. Je pense que l'Anacej a des choses à proposer sur ces combats, donc je vous remercie de vous être mobilisés aujourd'hui.

Je vous propose de poursuivre sur ce mot de consolidation avec la consolidation de la république et de la démocratie, pour les années à venir.

*Applaudissements.*

JB

Je laisse un temps d'échange et de réactions. Peut-être que certains veulent rebondir ou réagir à mon propos.

### **Saïda BELAID**

Merci à toute l'équipe.

Hier, j'étais justement présente en tant qu'élue à la mémoire pour la commémoration de l'appel du 18 juin. Ce que tu dis par rapport à cette exigence fait écho. Sur une commune qui nous a invités, nous avons inauguré une borne de la Division Blindée et les jeunes de la circonscription étaient présents. Un mot a été prononcé. Je me suis trouvée vraiment bête parce que je n'ai pas réussi à réagir ni à intervenir. Un président, dans son intervention, a fait passer un message aux jeunes en disant : « Il faut arrêter d'avoir des symboles autour de MBappé parce que ce n'est pas un symbole. Regardez plutôt ceux qui ont marqué l'histoire, ceux qui ont libéré la France, etc. »

C'était vraiment violent et ça fait vraiment écho à ce que tu dis sur cette exigence, à savoir qu'on est partenaires avec des grands réseaux d'associations, on prône l'engagement. Personnellement, j'étais un peu démunie. D'abord, on n'intervient pas au moment d'une cérémonie, c'est certain. Je voulais partager ce moment-là parce qu'on était plusieurs élus à se dire : « Tout le boulot qu'on fait avec les jeunes depuis des années à les mobiliser sur un certain nombre de valeurs, d'autant plus précisés que les valeurs du sport n'étaient pas des valeurs universelles et qu'aujourd'hui, elles n'étaient pas partagées comme elles le devraient. »

En deux secondes, on a perdu tous les jeunes. Ça peut être extrêmement rapide et fulgurant. On a vu le visage des gamins complètement pétris. On les a regardés parce qu'on s'est tous tournés vers les jeunes.

Je pense que cette notion d'exigence fait effectivement écho.

### **Alain LEVY**

Bonjour à tous.

Je souscris entièrement au rapport moral qui vient d'être présenté. Je félicite même l'Anacej, son Président et nous-mêmes de tout ce que nous avons pu faire en 2023.

Un petit point sur ce qui a été dit hier. On parle d'extrême droite, pardon, mais je parle de tous les extrêmes. L'extrême droite, évidemment, mais je parle aussi de tous les extrêmes.

Au niveau du rapport moral, une chose m'a interpellé, quand tu parlais du réseau des 400 collectivités et qu'on en perd effectivement chaque année. Hier, on a eu le tableau des résiliations et on a vu tout de suite Châteaudun, par exemple, qui nous a demandé des conseils pour faire un Conseil de jeunes, qui l'a mis en place, puis, tout de suite après qui a résilié. Qu'avons-nous fait ou pas ? Ce sont des points à travailler.

L'année dernière, à cette même Assemblée générale, nous avons proposé de faire des Conseils d'administration en Région et d'inviter l'après-midi ou sur un temps donné, les collectivités



adhérentes à pouvoir discuter de l'Anacej. Je ne sais pas ce qu'on en a sorti. On n'a peut-être pas assez travaillé dessus. Je ne sais pas si c'est une idée à creuser.

Par exemple, on est ici à Lyon. Une petite collectivité qui a du mal à se déplacer à Paris, si elle est dans la Drôme, par exemple, il est plus simple de venir ici, cette après-midi, par exemple, pour venir discuter avec nous sur ce qu'elle attend de l'Anacej, depuis quand elle est adhérente, etc. Ce sont différentes petites choses.

La force de notre réseau est importante. On a besoin de l'Anacej pour son réseau, pour ce qu'il nous apporte. Je donne juste un exemple, comme je le fais tout le temps. On a beaucoup de succès, ici, à Lyon comme ailleurs, sur les Rues aux enfants. On aurait peut-être pu les créer sans l'Anacej, mais je ne pense pas.

Grâce au réseau de l'Anacej, on a pu être accompagnés, on a pu les mettre en place. Aujourd'hui, cela fonctionne très bien. Je crois que c'est aussi un des exemples concrets à suivre.

### **Véronique MOREIRA**

Je souscris complètement au rapport moral qui nous a été présenté. Je suis renforcée des mots forts que vous avez prononcés.

En réaction à ce qui a été dit par les uns et les autres, je voudrais dire que tout ne se vaut pas et que, dans la présentation que tu as faite, il y a une forme de radicalité dans l'exigence. Il est important de la porter et de l'assumer complètement.

Le fait de ne pas parler à la place des autres et de ne pas avoir de discours descendant, mais de se mettre vraiment dans un service pour répondre au besoin et s'adapter aux besoins prononcés est une forme très juste de participation.

Il faut qu'on soit vigilants à ne pas tout mettre dans le même panier et à penser cette radicalité que tu as si bien mise en lumière.

### **Jonathan BOCQUET**

Merci. D'autres demandes de parole ?

### **Anthony LECLERC**

Merci beaucoup pour le rapport moral auquel je souscris aussi totalement. À Sport dans la ville, on a eu le même débat, sur la différence entre un engagement et une neutralité partisane et politique. Une association et un réseau peuvent être politiques sans être partisans. On fait parfois cet amalgame. La situation qu'on vit aujourd'hui nous engage à être sur le champ politique, sans forcément être sur le champ partisan. On le doit aussi à la jeunesse qu'on accompagne.

Être partisans, c'est aussi les embarquer dans ce jeu qui n'est pas forcément celui de la jeunesse. Elle doit aussi s'engager politiquement pour un projet. Il faut faire la part des choses. Pour moi, ce qu'on vit en ce moment est central.

JB

## **Jonathan BOCQUET**

Merci. Pas d'autres réactions sur le rapport moral ?

## **IV. Rapport d'activité 2023**

### **Jonathan BOCQUET**

On va donc pouvoir enchaîner avec le rapport d'activité qui va donner à voir les actions concrètes qu'on a faites et qu'on va devoir poursuivre et renforcer. On aura plusieurs prises de paroles.

### **Maité ELIA**

Bonjour à chacun et à chacune.

Je vais commencer par vous dire que l'Anacej est une dame dans la fleur de l'âge. Comment a-t-elle été accompagnée ? Elle a été accompagnée par l'ensemble de ses adhérents : des villes, des collectivités et des associations. C'est bien cette rencontre qui a favorisé quelque chose d'essentiel, pour moi, à savoir l'expertise de l'Anacej.

Comme l'équipe s'est professionnalisée, cette expertise a grandi. Elle sait de mieux en mieux répondre aux attentes exprimées par l'ensemble de ses adhérents. Ces réponses qui sont totalement adaptées et faites sur mesure ont favorisé une expertise et un professionnalisme qui répondent à ce que vous attendez et ce que nous attendons.

C'est ce qui nous amène à proposer des accompagnements totalement spécifiques sur une thématique donnée. C'est ce qui permet aussi à des communes d'être accompagnées, lorsqu'elles souhaitent créer un Conseil d'enfants, un Conseil des jeunes, une instance.

Je vais paraphraser ce qu'a dit Marie tout à l'heure. Elle a dit : « Jamais rien sans nous ». J'ai envie de dire : « L'Anacej, ce n'est jamais rien sans vous. »

Je vais reprendre aussi un petit mot qu'a dit Jonathan tout à l'heure. Pour consolider la République et la Démocratie, proposons des formations. Je pense que l'Anacej a ce rôle à jouer, autour des thématiques sur la question de comment lire une information critique et comment décrypter notre environnement.

Pour être prêts au combat, nous allons continuer à accompagner les jeunes dans l'ensemble des réflexions et de leur compréhension des mécanismes liés à la démocratie.

*Applaudissements.*

### **Sandrine BAYLAC**

Tout ce qu'on vient de se dire, ce ne sont pas des incantations. On transforme l'essai et ça prend forme dans des actions concrètes. On parlait tout à l'heure d'animer les réseaux qui forment l'association. C'est comme ça qu'on est en phase et qu'on travaille sur le terrain tout le temps.

Cette année, nous avons eu cinq séances de ce que l'on appelle « Anacej, bonjour ». Ce sont des temps de deux heures en visio où on travaille sur une thématique particulière. En 2023, 75 collectivités ont participé.

Ce sont aussi des rencontres de réseau par collectivité, donc des communes de plus de 100 000 habitants, les départements, le réseau des départements, le réseau des régions, le réseau des petites et moyennes villes, les intercommunalités et évidemment l'Outre-Mer.

Cette année, nous avons eu tout un tas d'interventions et de réunions. On s'est vus par réseau. Par exemple, je vais parler de celui que j'ai vécu directement. On n'était pas à Poitiers, mais on était à Saint-Étienne, en janvier, où on a eu un froid terrible, mais où nos échanges nous ont réchauffés. On a pu travailler ensemble et c'était toujours constructif et intéressant.

Dans ces réseaux, il y a les animations des rencontres territoriales avec nos adhérents. Il y a nos rencontres nationales, comme aujourd'hui, avec l'Assemblée générale. L'année dernière, elle a eu lieu à Poitiers et elle a été l'occasion de voir ce qu'il se passe dans l'endroit où on est, comme cet après-midi à Lyon. À chaque fois, on fait une immersion sur l'endroit où on se trouve et c'est toujours extrêmement enrichissant.

Le congrès de l'Océan Indien est passé, il était en avril. Le Congrès qui arrive au mois d'octobre se passera à Saint-Brieuc en Bretagne. Ce sont toujours des moments de rencontres, d'échanges de pratiques, et d'échanges de réalité qui nous donnent à réfléchir à chaque fois et qui nous font avancer. C'est pour ça que ces moments-là sont importants. En visio, c'est super. En réel, c'est encore mieux.

Il y a bien sûr tout ce que l'équipe met en place pour qu'on puisse être en lien en permanence, pour qu'on puisse échanger et s'informer mutuellement.

D'ailleurs, un petit clin d'œil à cette équipe qui se questionne tout le temps, qui se réajuste tout le temps et qui s'adapte tout le temps. On les appelle, on leur dit : « Viens en Haute-Garonne, on fait une journée des Assises de la Jeunesse samedi. » Ensuite, il y a trois personnes qui arrivent de partout en France.

On vient s'enrichir mutuellement tout le temps, partout où on est. C'est extrêmement intéressant. C'est le rapport d'activité 2023 et ce sera encore celui de 2024 et des années à venir.

*Applaudissements.*

**Jean-Luc DAILCROIX**

Bonjour.

Je représente la fédération nationale des FRANCAS. Je ne suis plus Directeur des FRANCAS de la Loire. J'ai fait valoir mes droits à la retraite. Un mot de la participation Enfance-Jeunesse. On nous a remis le rapport d'activité à l'entrée. Il faut souligner la qualité de ce rapport d'activité, sur la forme, comme sur le fond. Il est très bien fait.

JB

Quelques éléments sur la participation Enfance-Jeunesse. Notre association mène de nombreuses actions dans ce domaine. Pour faire écho aux propos précédents, il faut reconnaître que la marge de progrès est encore grande, sur les questions de participation. Les moyens ne sont pas partout à la hauteur des ambitions. La participation des enfants et des jeunes est un droit qui est loin d'être appliqué dans tous les territoires et dans tous les espaces dédiés aux enfants et aux jeunes.

C'est, entre autres, dans le passage de l'investissement théorique à la réalité de ces réalisations, sur le terrain, que se cumulent les faiblesses de ce champ de l'éducation en France, d'où les logiques d'accompagnement et de formation que nous mettons en place.

Un mot sur les engagements pour les droits de l'enfant. Nous fêtons, cette année, le 35<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention internationale, adoptée le 20 novembre 1989 par les Nations-Unies. Nous avons agi avec le collectif « Agir ensemble pour les droits de l'enfant ». Nous avons, entre autres, été auditionnés par le Comité des droits de l'Enfant de l'ONU en février 2023 à Genève pour l'évaluation périodique de la mise en œuvre par notre État de la Convention internationale.

Il faut noter aussi que le Gouvernement a fait appel à l'Anacej pour préparer la deuxième édition du Conseil des ministres des enfants qui s'est tenu le 22 novembre 2023. Huit villes et de jeunes conseillers de 12 à 17 ans de notre réseau ont participé à cette action.

Je voulais aussi dire un mot d'un colloque qui a eu lieu le 29 novembre à Paris sur l'infantisme. Il était organisé par le Comité français des associations pour les droits de l'enfant, le Cofrade, et le Conseil national consultatif des droits de l'Homme. C'est un évènement qui a réuni des militants, des élus, des parlementaires, des chercheurs et les jeunes pour mieux cerner les discriminations dont les enfants sont victimes et les changements nécessaires.

Qu'est-ce que l'infantisme ? Les enfants font face à des discriminations parce que ce sont des enfants, tout simplement. On a collectivement tendance à considérer que leur vécu, leurs opinions et leurs paroles ont moins d'importance et de valeur que ceux des adultes.

Cette discrimination porte un nom : « l'infantisme ». Cette discrimination est contraire à la Convention internationale qui garantit dans son article 12 le droit à la parole. Le colloque a mis en évidence le fait que sortir de l'infantisme et investir dans le développement des enfants, que ce soit pour de l'alphabétisation émotionnelle ou de la pleine citoyenneté, n'a jamais été aussi urgent. C'était donc un moment important.

Pour terminer, deux mots sur notre plaidoyer. De nombreuses collectivités ont voté une délibération par laquelle elles adoptent des engagements de notre réseau pour des politiques publiques ambitieuses avec les enfants et les jeunes. J'encourage ceux qui ne l'ont pas fait à le faire. Je parle des collectivités, mais aussi des associations, puisqu'on regroupe 19 associations, aujourd'hui.

Pour terminer, nous avons participé à des interventions sur ces questions. Nous avons participé entre autres au colloque de « Rue aux enfants » avec des rencontres d'associations populaires organisées par le Comité national des associations de jeunesse et éducation populaire.



Enfin, tout le monde connaît les Prix Anacej. Ils sont largement développés dans le document. C'est une vitrine d'engagement des enfants et des jeunes. En 2023, 47 collectivités, 9 associations et 2 établissements scolaires ont partagé 66 projets représentant plus de 12 000 enfants. La remise des prix s'est tenue à l'Assemblée nationale le 26 octobre. À cette occasion, on a eu la chance de visiter l'Assemblée nationale.

Merci.

*Applaudissements.*

### **Guillaume WEIXLER**

Je vais dire rapidement un mot sur les différentes actions de représentation du ComJ, le Comité Jeunes de l'Anacej. Cette année, comme les années précédentes, le ComJ a été engagé aux côtés de l'association sur les différentes actions et participations menées par l'Anacej.

En 2023, le ComJ s'est réuni trois fois : en février, en juin et en septembre. Le mois de septembre était important parce que c'était le bilan des deux années de mandat du précédent ComJ. Le Comité Jeunes de l'Anacej a été renouvelé en janvier 2024. Une transmission des anciens ComJ a été faite en janvier 2024.

Le ComJ a été également présent sur différents événements. Je pense notamment au 30 septembre avec les 20 ans du Conseil parisien de la jeunesse (CPJ) à Paris, où le Comité Jeunes de l'Anacej a tenu un stand. Je pense aussi à la remise des prix de l'Anacej, au forum Cap'Com où des jeunes étaient également présents aux rencontres, aux Conseils de jeunes de Haute-Garonne, au jury du Festival Expresso, etc.

Des jeunes ont suivi des parcours et des formations proposés par des associations avec lesquelles travaille l'Anacej, mais également des propositions ont été faites à l'Anacej d'envoyer des jeunes. Je pense à la formation organisée par le Cnajep pour la lutte contre les idées d'extrême droite. Je pense aux séminaires jeunesse du Conseil de l'Europe où deux membres du Comité Jeunes se sont présentés, et également à la Conférence des Parlements de jeunes.

Six Comités Jeunes ont participé à la rédaction du magazine EDF sur les territoires et sur la question de la transition écologique pour montrer que la jeunesse s'implique sur ces questions fortes qui doivent être également portées par la jeunesse. C'est la démonstration qu'a voulu en faire l'Anacej.

Le Comité Jeunes travaille également sur les groupes de travail présents au sein de l'association. Je pense au SNU et au statut de jeunes engagés. Des jeunes travaillent avec les administrateurs sur ces questions pour faire avancer les questions soulevées durant les précédents bureaux et Conseils d'administration de l'association.

Merci.

*Applaudissements.*

JB

## Jonathan BOCQUET

Merci beaucoup pour cette présentation à quatre voix. Un merci particulier à Guillaume qui va nous quitter dans une heure pour aller passer un examen. Merci d'avoir fait le déplacement avant ton examen.

Je passe la parole à Marie-Pierre PERNETTE qui va vous présenter notamment le travail de consolidation.

## Marie-Pierre PERNETTE

Tu as déjà dit beaucoup de choses importantes. C'était effectivement une année importante avec cet accompagnement. Je voulais mettre l'accent sur l'idée que l'accompagnement avait pour objectif de consolider l'association pour plus d'efficacité et de sérénité.

C'est important, les moyens sont limités et il y a une vraie réflexion sur la façon dont on arrive à travailler, aux côtés du Conseil d'administration, sereinement et à trouver un équilibre avec la charge de travail. Ce n'est pas du tout évident. Pour nous, c'est exponentiel. On pourrait travailler encore plus pour répondre aux demandes.

Si tous les adhérents nous demandaient des choses, ce serait compliqué, puisque, depuis le début, on est au service de nos adhérents de manière individuelle et pas seulement collective. On essaye de proposer des choses collectives pour mutualiser et capitaliser, mais il est vrai que, depuis le début de l'association, cette idée d'appeler l'équipe, de demander conseil et de répondre aux questions fait partie de notre ADN. Effectivement, ce n'est pas évident.

Nous nous sommes posé cette question parce que nous avons du *turnover* et des difficultés à recruter. Cet accompagnement par le cabinet Amnyos a été très important parce qu'il nous a permis de réfléchir à une autre organisation.

On est donc en train d'expérimenter. Il s'agit d'accompagner l'équipe en général, la Direction, les pôles, etc.

On s'est aperçu qu'avant tout, il fallait aussi animer le réseau et le valoriser, mettre en valeur ce qu'on proposait de collectif et ne pas décevoir, parfois, puisqu'on est limités en moyens. On le dit aussi à nos financeurs. Je remercie vraiment le Conseil d'administration d'avoir suivi cette idée de renforcer et de recruter. C'est important de le souligner.

Nous avons travaillé non seulement du côté des équipes, mais aussi avec le Conseil d'administration avec la volonté d'améliorer le dialogue entre l'équipe et le Conseil d'administration pour que les administrateurs puissent être plus actifs. On a une vraie demande. Certains administrateurs ont envie de nous aider, mais une vraie réflexion reste à mener pour que cela puisse être possible. Nous sommes un réseau national, l'équipe est à Paris, mais nos adhérents n'y sont pas. Il y a aussi des complications.

Je voulais souligner qu'on a eu notre premier séminaire administrateurs/équipe en 2023 et que l'on compte bien continuer. C'est très important parce que je pense qu'une des solutions est peut-être de



réfléchir à ce modèle associatif auquel je suis extrêmement attachée. Ce n'est pas pareil que les autres modèles. C'est un modèle très particulier qui permet l'innovation, qui permet le partage et qui permet le militantisme également.

On peut se positionner différemment parce qu'on a des adhérents qui nous soutiennent. On a la chance d'avoir un budget qui tient grâce, non seulement aux subventions nationales, mais aussi aux adhérents – c'est extrêmement important – ce qui fait qu'on peut aussi se positionner différemment.

On peut avoir une certaine liberté de parole, on peut être plus exigeants. On est plus exigeants quand on est plus forts. Sinon, on est bien obligés, parfois, de répondre à la demande pour survivre. Il est donc très important de poursuivre ce travail parce que ce modèle répond vraiment aux enjeux de société actuels.

Ce modèle ne peut fonctionner que si on y réfléchit aussi parce que la loi de 1901 est ancienne. On a effectivement eu besoin de professionnaliser des équipes dans ces réseaux nationaux. Pour le Conseil d'administration, cela veut dire aussi être employeurs, et pas seulement de venir échanger. Il s'agit d'avoir d'autres responsabilités qui ne sont pas évidentes.

Je voulais rappeler que l'Anacej était une équipe, un Conseil d'administration, et des jeunes à nos côtés, puisque sans le Comité Jeunes, on ne serait pas ce qu'on est aujourd'hui. C'est la force de notre réseau. J'espère, comme le dit Sandrine, que ce sera pareil en 2024 et en 2025, et qu'on sera exemplaires sur ces questions, notamment sur la place des jeunes. On l'est quand même, quelque part, puisqu'on est une organisation de jeunesse et qu'on a des jeunes avec nous. L'idée est que chacun à sa place soit visible et puisse être utile à vos côtés. On continuera d'être à votre service et au service de l'association.

*Applaudissements.*

### **Jonathan BOCQUET**

Merci beaucoup pour ce point qui est extrêmement important pour la vie interne de l'association, sur le lien entre l'équipe et l'administration. Il fait aussi le lien avec ce qu'Alain disait tout à l'heure sur la force du réseau.

Ce n'est pas seulement le nombre, c'est aussi l'implication. Elle permet notamment d'avoir une association qui ne soit pas seulement parisienne. C'est une association qui est sur tout le territoire, c'est-à-dire que, quand quelqu'un a besoin d'aide sur tel territoire, il n'est pas obligé d'appeler Paris. Il peut parfois appeler à côté de chez lui l'administrateur qu'il connaît ou un agent de telle collectivité qui a déjà mis en place un Conseil. On sait que c'est quelque chose qu'il va falloir qu'on développe.

On a évoqué un certain nombre de documents, dans ce rapport d'activité et le rapport moral, notamment le projet associatif. On a retravaillé plusieurs fois le projet associatif. Il est en cours de réécriture.

On a failli vous le présenter aujourd'hui, mais on s'est dit qu'il n'était pas encore prêt parce que vous n'avez pas encore eu le temps d'y contribuer. Le Conseil d'administration s'est penché dessus, le

JB

Bureau s'est penché dessus, l'équipe s'est penchée dessus, mais tous les membres du réseau ne se sont pas encore penchés dessus. On s'est dit que l'Assemblée générale était le moment parfait pour le faire, mais on devait déjà faire rentrer toutes les activités dans 6 heures de temps commun.

Chacun d'entre vous pourra contribuer. C'est un pad collaboratif. Vous pouvez mettre des commentaires. Vous pouvez amender le texte. Il y a beaucoup de chapitres. On a voulu qu'il soit le plus complet possible sur les axes de travail, le fonctionnement, la relation d'équipe, l'organisation, etc.

Vous n'êtes pas obligés de contribuer à tout. Vous n'êtes pas obligés de tout relire, mais allez voir les sujets qui vous intéressent et voir l'association qu'on est en train de construire ensemble. Cette association évolue et pour qu'elle soit le plus adaptée à vos besoins, il va falloir que l'on comprenne exactement quels sont vos besoins.

Pour utiliser tout le potentiel de ce réseau, il va falloir que l'on comprenne comment vous êtes prêts à vous impliquer dans ce réseau.

## V. Rapport financier 2023

### Jonathan BOCQUET

On va passer au rapport financier. Je mettrai aux voix les rapports ensuite. Je trouve que c'est complètement connecté. On ne peut pas dissocier le rapport financier du rapport d'activité. Le rapport financier et ce qui dit l'état des moyens et comment nous les utilisons. C'est le nerf de la guerre.

### Kamila BOUHASSANE

Bonjour à toutes et tous.

Je vais vous présenter le rapport financier de 2023 de l'Anacej.

Nous vous avons réunis en Assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre association, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice et le rapport financier.

Pour commencer, j'aimerais excuser Monsieur RAMBEAU, le Commissaire aux comptes. Vous trouverez son rapport dans les documents en annexes.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous fournir toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous apparaître opportuns.

Cette année, le compte de résultat de l'association présente un excédent de 25 217 euros qui se répartissent comme suit :

- un résultat d'exploitation de 20 092 euros ;
- un résultat financier de 6 025 euros ;

- et un résultat d'exception de 0 euro.

Le total du bilan est de 644 459 euros.

### **À l'Actif immobilisé**

Concernant l'analyse du bilan, à l'actif immobilisé, en 2023, nous avons renouvelé notre flotte de téléphones mobiles, dans le cadre de la renégociation de notre contrat avec notre distributeur de téléphonie. Nous avons également procédé à la cession d'un certain nombre d'immobilisations.

### **À l'actif circulant**

Sur l'ensemble des actifs circulants, les en-cours des usagers et clients au 31 décembre 2023 sont en diminution, au regard de l'exercice 2022. Cette baisse est principalement due à la facturation du Congrès fin 2022 que nous ne retrouvons pas sur 2023.

La variation des stocks est de 2 495 euros sur l'année 2023. Nous avons publié l'enquête sur les actes du Congrès, l'enquête sur le budget participatif, et débuté la mise à jour du guide méthodologique « Créer son Conseil d'enfants et de jeunes ».

### **Au passif**

Au passif, les fonds propres de l'Anacej passent de 291 292 euros à 316 509 euros, un excédent de 25 217 euros étant constaté à la clôture des comptes au 31/12/2023. Des fonds dédiés, à hauteur de 70 000 euros, correspondent au versement de la subvention d'Outre-Mer en décembre 2023, notamment pour l'organisation du Congrès Océan Indien qui devait avoir lieu fin 2023.

Dans l'attente de l'attribution, nous avons dû reporter l'évènement en 2024. Il a eu lieu en avril. Nous avons tout de même préparé l'évènement, accompagné nos collectivités et continué à développer la participation sur les territoires ultramarins tout au long de l'année.

Les provisions pour départs en retraite du personnel au 31 décembre 2023 sont en diminution et s'élèvent à 128 411 euros, contre 151 000 euros en 2022.

Les sorties de personnel sont constatées à la clôture, notamment une forte reprise due au départ en retraite de l'assistante d'équipe qui avait 24 ans d'ancienneté.

La dotation aux provisions pour risque de clients douteux reste stable à 7 156 euros en 2022 contre 7 117 euros en 2023.

Nous continuons notre travail de suivi de la facturation et de relances avec beaucoup de rigueur.

### **Produits, ressources et recettes propres**

Pour la gestion de l'année 2023, concernant les produits, nos ressources et recettes propres, les cotisations connaissent une diminution de 2,5 %. Elles sont passées de 482 216 euros en 2022 à 469 894 euros en 2023.

Cette diminution est conforme à ce que nous observons à mi-mandat, aux élections municipales. Les adhérents en masse en début de mandat pour un accompagnement des nouvelles équipes en place. Puis, on observe un essoufflement de la troisième année. Nous observons également une diminution de nos produits pédagogiques. Les ventes passent à 4 980 euros en 2022 à 3 747 euros en 2023.

En 2022, année d'élections présidentielles, nous avons constaté une augmentation des ventes de notre outil « Prêt à voter » remis par les collectivités aux primovotants.

Nos produits de formation connaissent une baisse de 41 %. Nous sommes passés de 63 441 euros en 2022 à 37 582 euros en 2023.

En 2023, le nombre de facturations proposées est en baisse, notamment dû au départ de la chargée de formation. Nous avons rencontré des difficultés de recrutement pour le remplacer sur ce poste.

### **Les subventions**

En 2023, l'Anacej a reçu 307 135 euros de subventions de l'État et des collectivités locales qui se répartissent comme suit :

- le ministère de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des Sports pour 145 000 euros ;
- le FONJEP pour 35 535 euros ;
- le ministère des Outre-Mer pour 70 000 euros ;
- le RDVA pour 14 600 euros ;
- l'ANCT pour 35 000 euros ;
- et le ministère des Solidarités et de la Santé pour 7 000 euros.

Nous avons également obtenu le renouvellement de notre agrément Jeunesse Éducation populaire le 21 septembre 2023 pour 5 ans.

### **Les Mécénats et Partenariats**

Concernant les mécénats et partenariats, EDF renouvelle son soutien à hauteur de 10 000 euros. De surcroît, au-delà du partenariat financier, EDF a proposé à 6 membres du Comité Jeunes d'être co-rédacteurs du magazine EDF sur un numéro spécial d'Énergies des territoires destiné à tous les maires et présidents des collectivités de France.

Il y a eu une mise à disposition des salons de Blossac de la ville de Poitiers pour l'accueil de nos assemblées générales extraordinaires et ordinaires, ainsi que la rencontre des élus, des professionnels et des jeunes le samedi 17 juin 2023. Un don de 316 euros a été versé à l'Anacej pour l'association « La parole aux jeunes », suite à sa dissolution, association avec qui nous avons travaillé de nombreuses années.

## Les prestations

Nous avons mené des prestations d'accompagnement personnalisé à hauteur de 21 404 euros pour les villes de Vaulx-en-Velin et Clichy-sous-Bois, et une intervention, dans le cadre de notre partenariat avec la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative, et le CNFPT.

## Les charges

Concernant les charges de l'exercice 2023, les dépenses sont en nette diminution, 2023 étant une année sans congrès. Nous connaissons encore des entrées et sorties de personnel importantes. Cependant, la masse salariale reste maîtrisée à 532 285 euros en 2023, contre 532 514 euros en 2022.

Comme beaucoup d'associations, nous subissons un *turnover* des équipes. Le départ en retraite de l'assistante d'équipe au 31 janvier 2023 et une année encore très problématique pour le pôle formation, suite au départ de la chargée de formation le 31 mars 2023.

Une mission d'accompagnement a été confiée au cabinet Amnyos, à hauteur de 31 262 euros. L'objectif de cet accompagnement est de gagner à la fois en efficacité et en sérénité. Le travail de fonds mené avec le cabinet a permis de revoir l'organisation et a déjà mené à la création d'un poste de Chargé d'animation du réseau avec des suites sur 2024.

En conclusion, le résultat positif est mesuré et témoigne d'une bonne gestion.

Je vous remercie de votre attention et vous invite à approuver les comptes présentés qui font apparaître un total de bilan de 640 459 euros et un compte de résultat de 25 217 euros ; je vous invite à approuver le rapport financier 2023, et affecter l'excédent de 25 217 euros au fonds associatif de l'association.

*Applaudissements.*

## Jonathan BOCQUET

Merci beaucoup, Kamila, pour cet exercice extrêmement important de présentation des comptes de l'association.

Quelques commentaires pour accompagner cette présentation en chiffres. D'abord, le résultat de l'exercice positif n'est pas une bonne nouvelle. Il est le signe de nos difficultés de recrutement. Kamila l'a bien dit, mais je le répète pour ceux qui sont tombés pendant le propos. Il faut rester concentrés sur le rapport financier parce qu'il dit quelque chose de notre capacité future à porter le combat.

Quand je dis que ce n'est pas une bonne nouvelle, c'est-à-dire qu'effectivement, on a les reins solides, sans exagérer non plus nos capacités, si l'État décide demain de couper nos subventions. Une majorité de nos recettes proviennent effectivement des cotisations, mais elles ne suffiraient pas à poursuivre la même activité. De plus, on a bien vu une diminution sur la dernière année. La tendance n'est donc pas très rassurante.



D'ailleurs, la force du réseau est aussi le fait de continuer à adhérer, à cotiser, et à supporter le fonctionnement ordinaire de l'association. Heureusement, le résultat d'exploitation positif n'est pas structurel. « Heureusement » parce qu'on espère bien recruter. « Malheureusement » parce que ça veut dire que pour recruter, il va falloir qu'on aille chercher des recettes complémentaires.

Notre pari qui fonctionne globalement, si on regarde sur le temps long, depuis 2020, c'est qu'en renforçant l'équipe, on renforce nos capacités d'intervention, donc on convainc plus de collectivités à adhérer ou, quand elles adhèrent, à utiliser nos formations et notre accompagnement.

Un choix fort a été opéré, lors des deux dernières assemblées générales, d'aller un peu moins en soutien des collectivités non adhérentes sur des accompagnements spécifiques ou ponctuels, et beaucoup plus sur la réponse à notre propre réseau. On souhaite être toujours un peu plus sur le sur-mesure, sur la réactivité et sur la consolidation de notre réseau. C'est l'effet du choix que nous avons fait, lors de l'Assemblée générale précédente.

Autre choix que nous avons fait, lors de l'Assemblée générale précédente, c'était le fait de ne pas augmenter les cotisations, alors que l'habitude était d'augmenter systématiquement sur la base de l'inflation. Je l'avais défendu en 2020. C'était une règle basique de bonne gestion de l'association parce qu'évidemment, on subit l'inflation, donc il faut la répercuter sur nos recettes.

On avait décidé en 2023 de geler nos recettes. J'assume cette contradiction. C'est moi qui l'avais proposé parce que l'on connaissait la difficulté des collectivités à faire face à tout un tas de mesures et d'évolutions des prix qui créent des effets ciseaux désastreux pour les collectivités. On a donc voulu protéger nos adhérents. Au retour de l'inflation sur des taux un peu plus normaux, on va repropose l'augmentation des cotisations à hauteur de l'inflation.

Il faut que ce soit un choix partagé, un choix assumé. Il faudra peut-être se poser la question demain d'une évolution plus importante, si jamais nous perdons le soutien de l'État. On devra avoir une discussion franche, dans le réseau, sur quels moyens on veut donner à l'Anacej et quels moyens on veut conserver.

Pour le moment, on ne va pas jouer à se faire peur. On a les reins solides, on peut voir l'avenir sereinement, suffisamment sereinement pour que je propose de poursuivre l'effort de recrutement. Quand je vous parlais de consolidation interne, évidemment, il y a l'enjeu de l'attractivité. La première attractivité est de garder les salariés qui sont dans l'association.

On voit qu'en l'état actuel du marché de l'emploi, ce n'est pas simple. Ce n'est pas simple aussi pour une association parisienne parce que vous savez qu'on a toutes les difficultés du coût de la vie à Paris. Il faut qu'on fasse avec cette réalité. Dans les questions qu'on se pose actuellement sur l'organigramme et la réorganisation, des questions RH vont se poser. Le Bureau travaillera ces questions.

Voilà pour l'ensemble des rapports. J'en profite pour remercier l'ensemble de l'équipe de l'Anacej pour la réalisation de ces rapports, et derrière la réalisation de ces rapports, pour ce dont ils témoignent sur toute l'activité de 2023.

JB



Vous connaissez la difficulté que l'on a à travailler dans le contexte actuel. Imaginez bien la difficulté qu'a eue l'Anacej à travailler en 2023. On peut applaudir l'ensemble de l'équipe.

*Applaudissements.*

En 2023, il y a eu toute l'activité ordinaire, toute la réorganisation, la préparation de deux congrès et un diagnostic interne qui a demandé beaucoup de temps et d'efforts. C'était une année particulièrement éprouvante. Merci chaleureusement à vous.

Je ne crois pas que tout le monde connaisse tous les salariés de l'Anacej. Je vais proposer à chaque salarié de l'Anacej, pas forcément de faire 20 minutes de biographie parce qu'ils sont très timides. Si certains le veulent, ils le peuvent. En revanche, chacun peut se présenter et rappeler sa fonction, au sein de l'association, puisque c'est ce qui permet aussi de mieux faire le lien entre l'équipe et les membres.

**Marie-Pierre PERNETTE**

Je suis la Déléguée générale.

**Sonia FALEK**

Je suis la Directrice administrative et financière de l'Anacej.

**Une intervenante**

Depuis longtemps ?

**Sonia FALEK**

Depuis 2001, ça fait 23 ans.

*Applaudissements.*

**Jean-Marc TREUIL**

Je m'occupe de la communication, des partenariats et de la valorisation du développement du réseau depuis trois ans.

**Marie BONNEAU**

Je suis l'assistante d'équipe.

**Raphaëlle PLOQUIN**

Je suis Chargée de mission Animation de réseau. J'ai rejoint l'équipe de l'Anacej depuis bientôt un an. Je n'ai pas encore fait le Congrès de l'Anacej, mais j'ai vu toutes les actions mises en place, notamment dans le cadre de mon poste.

JB

Concernant l'animation de réseau, sans le réseau, on ne fait rien, donc n'hésitez pas à revenir vers moi en fonction de vos besoins, en fonction de vos attentes, en fonction de vos idées parce que je suis là pour ça.

*Applaudissements.*

**Marie BOHIN**

Pour moi, ça fait 15 ans, je suis responsable de la formation.

**David OUPOH-GOZO**

Je suis chargé de communication de l'Anacej. Comme Jean-Marc, je m'occupe de la communication sur les réseaux sociaux. Je travaille à valoriser le réseau et toutes les actions menées localement pour la participation des jeunes.

**Valentin MOUREAU**

Je m'occupe de la comptabilité, donc tout ce qui concerne la facturation.

*Applaudissements.*

**Marie AUBERT**

Je suis la dernière arrivée à l'Anacej et je suis chargée de mission Accompagnement aux démarches de participation. Je travaille sur les questions de participation citoyenne, notamment le budget participatif.

*Applaudissements.*

**Sandrine BAYLAC**

Avons-nous déjà pensé, non pas forcément pour renforcer l'équipe de Paris, mais ailleurs sur le territoire et être en lien direct avec l'équipe de Paris ?

**Jonathan BOCQUET**

C'est une question récurrente. D'ailleurs, je ne suis pas le plus ancien, donc Marie-Pierre pourra certainement témoigner que c'est un serpent de mer.

Le débat n'est pas terminé parce qu'on n'est pas tous d'accord, dans le Bureau et avec l'équipe. Ce sur quoi on est d'accord, c'est sur le fait qu'il faut d'abord avoir un réseau local avant d'imaginer éventuellement un salarié, et non pas l'inverse.

Il faut d'abord que les collectivités nous disent qu'elles vont densifier un peu pour faire vivre un réseau de collectivités et d'associations sur un territoire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle

l'Outre-Mer était est l'un des premiers pour lequel on s'est posé la question, puisque c'était actif et parce qu'il y avait des spécificités.

On s'était notamment posé la question pour l'île de la Réunion, parce qu'avoir l'équipe parisienne, faire les allers-retours, et venir expliquer aux Ultramarins et aux Réunionnais comment faire depuis Paris n'avait pas beaucoup de sens.

De la même manière, on a des réseaux qui s'activent depuis plusieurs années et commencent à avoir une vraie vie de territoire, donc on pourrait se poser la question sur un renfort local.

La réflexion n'est pas suffisamment mature aujourd'hui. En tant que Président, je ne l'exprime pas et je pense que c'est une chose sur laquelle il faudrait qu'on aille à moyen ou long terme. En 2024, ça n'aurait pas de sens. On ne saurait pas choisir sur quel territoire. Ça poserait la question de pourquoi on donne plus de moyens à quel territoire.

### **Sandrine BAYLAC**

Je ne parlais pas du tout d'avoir un salarié sur un maillage d'un territoire obéré. On peut imaginer aujourd'hui avec les outils que l'on a, quelqu'un qui travaille à distance et qui vient à Paris une fois par semaine.

### **Marie-Pierre PERNETTE**

Merci pour la transition. Je vais vous présenter le dernier recruté qui n'a pas pu venir parce qu'il a le Covid. Il était extrêmement déçu parce que c'était sa première AG. Il s'agit de Camille FRISQUE qui est notre nouveau Chargé de formation et qui habite à Lille.

On expérimente le choix d'avoir quelqu'un qui n'habite pas forcément à Paris. Cela dit, il peut rester, il a de la famille, il ne resterait pas coincé, si jamais il avait des problèmes de transport. Il pourra être plus présent sur les Hauts-de-France.

C'est aussi une ville qui est quasiment la banlieue de Paris. Il arrive parfois plus rapidement que Sonia.

### **Jonathan BOCQUET**

Paris est la banlieue de Lille.

### **Véronique MOREIRA**

Je découvre le fonctionnement que je ne connaissais pas bien. L'équipe est très opérationnelle avec une grosse contribution sur la formation, ce qui est assez logique. J'ai entendu une Directrice administrative et financière, et quelqu'un qui est chargé de la comptabilité.

Dans ses missions incluent-elles la recherche de financements ? Je pense qu'on ne peut pas se contenter de dire qu'on a toujours la ressource des collectivités locales, au vu du contexte des

JB

collectivités locales qui est très tendu. C'est une menace importante pour les financements à venir, donc il faut trouver d'autres financements et c'est une mission à part entière.

### **Alain LEVY**

Pour compléter la question, ce serait aussi au niveau des conseils régionaux ou des conseils départementaux pour s'occuper de ces questions, au niveau des financements.

### **Jonathan BOCQUET**

En 2021, suite à une orientation prise fin 2020, on avait identifié la recherche de mécénat comme une priorité et on avait créé un poste de Responsables des partenaires et mécénats. Il a été particulièrement actif sur ce terrain pendant longtemps. On a constaté la complexité de la recherche de mécénat pour une association comme la nôtre. Jean-Marc pourra d'ailleurs expliquer les écueils rencontrés.

Sur la reconnaissance d'intérêt général qui permet la défiscalisation des dons, le fait qu'on ne soit pas en lien direct avec les jeunes, mais qu'on soit en lien avec des collectivités et des associations qui sont elles en lien avec des jeunes était éliminatoire et faisait que l'association Anacej n'était pas reconnue comme étant d'utilité publique.

On a déjà ce handicap, quand on recherche des mécènes, puisque certains dons ne peuvent pas être défiscalisés. Compte tenu de cette difficulté, on a fait évoluer le poste de Jean-Marc plutôt sur la question de l'animation réseau qui semblait aussi importante et peut-être plus efficace.

Néanmoins, lors des recherches de mécénat, c'est de cette façon qu'on avait eu un partenariat avec EDF. On avait eu un partenariat avec la Fondation SNCF. C'est l'une des réflexions pour nous : si vous recrutez, passez par des agences spécialisées dans la recherche de fonds. Elles prennent toujours une partie, puisqu'elles doivent tenir, mais la recherche de fonds complémentaires sera importante dans les années à venir.

Peut-être veux-tu compléter et Jean-Marc dira aussi un mot sur la question départementale.

### **Marie-Pierre PERNETTE**

L'idée était de développer les financements privés. En revanche, sur les financements des fondations et d'Erasmus +, on a toujours cherché des financements et on le poursuit. On n'était pas encore dans le réseau CNAF. On est rentrés chez les partenaires du réseau. On espère que le partenariat ne sera pas uniquement bénévole. On attend la réponse.

La question du privé se pose aussi. Lequel ? Jusqu'à maintenant, c'est une question en CA qui n'était pas facile à trancher. Certaines associations disent que cela leur est égal. Par exemple au Cofrade avec qui j'ai eu une discussion et à qui Ben & Jerry's donne énormément d'argent.

Ils partent du principe qu'ils les laissent tranquilles, donc que c'est bien. Pour nous, la question se pose, par rapport aux collectivités, sur les glaces et sur les questions d'alimentation. Nous nous heurtons aussi à ce que nous portons.

Il se trouve que ce sont les Fondations Total ou Coca-Cola qui portent ces questions, donc c'est compliqué, au-delà, même quand on essaye de faire des recherches éthiques.

Je passe la parole à Jean-Marc sur cette question.

### **Jean-Marc TREUIL**

C'est un sujet sur lequel on a travaillé depuis trois ans et qui était effectivement important. Il va peut-être le devenir de plus en plus, malheureusement. On se rend compte que c'est difficile. En même temps, l'Anacej est une association particulière. Elle agit pour les jeunes, mais c'est une association d'élus. C'est un statut particulier, donc a du mal à entrer dans les cases. On arrive à avoir un dialogue avec les financeurs publics qui comprennent ce qu'on fait. Ça prend du temps. Il faut avoir des relations régulières avec eux.

Avec les financeurs privés qui sont des entreprises, comme les mécènes ou les fondations, c'est plus difficile. On ne rentre pas dans les cases. Ce qui les intéresse, c'est de financer des associations qui agissent directement auprès des jeunes et des enfants, en priorité des jeunes ou des enfants en difficulté.

L'Anacej veut s'adresser à tous à travers des actions simples, concrètes et facilement évaluables. On sait que le sujet de la participation est difficile à évaluer. Ce sont des actions qui peuvent être répliquées. On pourrait dire que c'est plus un modèle économique, un peu éloigné de notre façon de faire, de notre action dans les collectivités.

On a donc du mal à rentrer dans les cases. On essaye. On a répondu à énormément d'appels à projets.

Cela prend aussi beaucoup de temps. C'est pourquoi, à un moment, on a posé cet arbitrage : devons-nous nous obstiner dans cette voie ? Peut-être devons-nous le faire différemment. Nous avons mis ça en suspens, en nous disant que des pistes existaient encore, du côté des financements publics sur lesquels on pouvait travailler. On espère avoir des réponses positives cette année. On s'oriente plutôt dans cette voie.

Nos rapports avec le privé évolueront peut-être dans vos collectivités. Peut-être que tout cela sera chamboulé, mais la réflexion devait être partagée avec vous.

### **Alain LEVY**

On a mis trois ans pour avoir 10 000 euros pour les Rues aux enfants auprès du Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

### **Mohamed MAAFRI**

Juste une réflexion. Sur les « Junior Asso », j'ai un exemple sur Blagnac où les jeunes sont en train de développer une action et ils sont allés chercher des fonds auprès d'entreprises qui ont répondu favorablement. Peut-on pousser cette réflexion ? Ou est-ce que dans le statut de l'Anacej, « Junior Asso » ne rentre pas dans cette référence ?

JB

**Jonathan BOCQUET**

Vous souhaitez savoir si les « Junior Asso » pourrait intégrer l'Anacej ?

**Mohamed MAAFRI**

Oui.

**Jonathan BOCQUET**

Oui, ils pourraient intégrer l'Anacej.

**Mohamed MAAFRI**

J'ai regardé le statut, mais je n'ai pas réussi à trouver. Ce serait une porte d'entrée intéressante pour aller chercher des fonds privés et du Mécénat.

**Jonathan BOCQUET**

Et pour passer notamment le Comité Jeunes sur un autre statut.

**Mohamed MAAFRI**

Oui, juridiquement, ce pourrait être intéressant. Dans le petit exemple que j'ai, à Blagnac, on a l'entreprise Airbus. On est allé chercher leur soutien et ça a marché. On a eu le même problème.

**Jonathan BOCQUET**

Ça interrogerait l'un de nos leitmotivs de considérer que les jeunes n'étaient pas une association à part de notre association. Ça percuterait quand même cette conviction et ce qu'on défend. Pouvons-nous faire un montage qui soit sincère et bénéfique ? On va l'explorer. On va y réfléchir. En tout cas, on aurait tort de ne pas l'explorer.

**Un intervenant**

Marie-Pierre a parlé des Fonds Erasmus. Je voulais savoir si c'était en lien avec l'activité parce que je n'ai rien vu sur l'activité européenne. Votre activité est de créer du réseau. Existe-t-il un réseau européen des Anacej ou de ce qui pourrait ressembler à l'Anacej dans les autres pays ?

C'est quelque chose qui nous intéresse. On essaye d'avoir cette ouverture européenne. Je sais qu'à l'Anacej, le réseau des régions a abordé cette thématique en janvier à Strasbourg. Quelle est votre activité, concernant ce sujet ?

Dans le contexte actuel des récentes élections européennes, c'est une dimension qu'il ne faut pas oublier.

JB



## Marie-Pierre PERNETTE

Tout à fait.

J'ai commencé à travailler pour l'Anacej il y a longtemps, même si, en tant que permanente à temps plein, c'est un peu moins ancien, mais ça fait longtemps.

Fut un temps, il existait une association qui s'appelait Youth Planet qui avait justement pour objectif ce que tu viens de dire. Elle avait pour objet la participation, au niveau européen. Les choses n'ont pas fonctionné.

Depuis, le Cnajep porte le dialogue structuré européen. On a surtout renoué des liens cette année avec l'agence Erasmus+ qui développe des programmes dont on va s'emparer qui permettront à nos adhérents d'aller rencontrer d'autres collectivités au national et au transnational. Des rencontres sont proposées, ainsi que des possibilités de financement complètes. Tout est pris en charge.

On est par exemple en partenariat sur deux projets, lors des JO. Des collectivités ultramarines viennent au mois d'août pendant les JO. On va travailler avec elles sur le sport, les valeurs du sport, etc. Au moins cinq collectivités adhérentes vont en bénéficier.

Fin août, ce seront des collectivités d'Île-de-France qui vont profiter de ce temps. On va travailler avec elles le *jobshadowing*, la possibilité pour vous d'aller dans d'autres collectivités, mais aussi en Europe, pour voir comment ça se passe.

On est en train de renouer des liens. Pendant un moment, ils ont été un peu distendus. On s'est beaucoup investis dans Provox, le dialogue structuré européen, le dialogue structuré territorial, on a permis aux jeunes de notre réseau de participer à Provox. On a aussi des liens avec des collectivités européennes, dès qu'on le peut. On avait fait un temps d'échange avec la Belgique. On fait des choses avec les congrès et des Européens qui sont venus.

C'est de cette façon qu'on s'est aperçus aussi qu'on n'avait pas les moyens d'avoir quelqu'un à temps plein sur ces questions-là. On est en train de vraiment travailler avec l'agence Erasmus. Pour une fois, ils sont vraiment venus nous chercher. Ils ont besoin de nous. Ils ont besoin de notre réseau parce qu'ils souhaitent vraiment que leurs programmes et leurs outils soient utilisés. Il y a des possibilités. On est en train de complètement travailler sur ces questions.

Ensuite, le fait d'animer un réseau européen est complexe. C'est vrai que Youth Planet n'avait pas tenu le coup. Pourtant, il y avait déjà des bons programmes et c'était extrêmement difficile. On avait testé avec quelqu'un en interne. Le choix avait été fait d'arrêter cette partie internationale européenne.

C'est vrai que certains sujets sont un peu un serpent de mer, c'est-à-dire qu'on a testé beaucoup de choses et que finalement, nos adhérents nous accaparent un peu. Notre priorité est d'être aux côtés des adhérents. De ce fait, à chaque fois, on se dit que l'important est notre réseau avant tout, plutôt que d'avoir un temps plein sur des questions où on n'avait pas tant de demandes. Vous en avez, mais ce n'est pas le cas de tout le territoire.

JR

En revanche, on va le faire avec l'agence Erasmus+. Je pense que ce sera plus efficace et plus intéressant financièrement.

### **Jonathan BOCQUET**

Je parlais tout à l'heure des questions de priorisations et des arbitrages. C'est clairement un arbitrage que l'on a dû faire. On a mis la question internationale au second plan. J'espère que les résultats ne nous donneront pas tort et que l'on ne se dira pas que finalement, c'est quelque chose qu'il faut vraiment renforcer.

Il existe peut-être une autre réponse à apporter, dans le sens où l'équipe a aujourd'hui d'autres priorités. Le Bureau a donné d'autres priorités à l'équipe salariée. En revanche, du côté des administrateurs ou des membres du réseau, si vous avez envie de porter cette démarche pour l'Anacej et vous faire les interlocuteurs d'homologues à l'étranger, c'est peut-être une autre manière d'animer ces liens.

On a travaillé le projet associatif, notamment dans ce sens-là, pour donner les missions aux membres de l'association. Ça peut être une mission que l'on confie à un ou plusieurs membres, en dehors de l'équipe salariée.

### **Clémence DOLLÉ**

Je suis animatrice du Conseil parisien de la Jeunesse. Je souhaitais ajouter des choses. Avec la collectivité de la Ville de Paris, on travaille énormément avec le réseau Erasmus+, l'agence française d'Erasmus. On est dans une démarche très forte sur le partenariat sur le dispositif Democracy Reloading qui nous avait été présenté il y a quelques semaines.

De ce qu'on en a entendu de la part de l'agence Erasmus, il y a une vraie volonté de réussir à le porter au niveau français. Aujourd'hui, l'agence pilote est au niveau du Bureau international Jeunesse en Belgique. Il est francophone, ce qui aide le travail et qui va aider le travail par la suite.

Il existe aussi un réseau qui s'appelle DP qui est plutôt basé au Portugal qui gère aussi toute la question de l'animation du réseau. Ce sont à chaque fois des associations membres du réseau Democracy Reloading. Je pense que l'Anacej aura toute sa place là-dedans. Je suis très contente que cela ait réussi à fonctionner.

Quand je suis allée à Democracy Reloading pour faire des formations, j'ai beaucoup parlé de l'Anacej avec Anne ROLLAND qui est l'interlocutrice à l'agence Erasmus. Effectivement, je trouvais un peu dommage le fait que l'on n'arrive pas à joindre les deux. Et surtout, on parle de subventions, et il y a des subventions à prendre sur ce créneau. Je pense qu'il pourrait bientôt y avoir une création de poste à l'Anacej spécifiquement qui serait mené par l'agence Erasmus. Elle ne peut pas engager quelqu'un directement, vu qu'elle est rattachée à un ministère, mais Anne m'avait dit qu'elle cherchait un moyen d'avoir quelqu'un qui gère le réseau Democracy Reloading en France. Elle pourrait peut-être passer par l'association.

JB

### **Jonathan BOCQUET**

À main levée, la réaction spontanée du réseau pour pousser l'accès international avec Erasmus+, notamment, qui vote en faveur ? Qui considère que ce n'est pas prioritaire ?

Puisque manifestement, il n'y a plus de demandes de paroles, je vais mettre aux voix l'ensemble des rapports.

## **VI. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes 2023**

### **Jonathan BOCQUET**

Concernant le rapport du commissaire aux comptes, il dit qu'il est sincère et conforme. Le rapport qui vous a été présenté est validé par le commissaire aux comptes.

*Le rapport du commissaire aux comptes a été transmis en annexe.*

## **VII. Vote des différents rapports : rapport d'activité, rapport financier et affectation du résultat**

### **Jonathan BOCQUET**

Je vous propose de voter pour le rapport d'activité. Qui vote en faveur de l'adoption du rapport d'activité ? Merci. Est-ce qu'il y a des votes contre ou des abstentions ? À l'unanimité. Je vous remercie.

Qui est en faveur de l'adoption du rapport financier ? Est-ce qu'il y a des abstentions ou des votes contre ? Il est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous ne votons pas le rapport moral.

### **Alain LEVY**

Non, mais l'affectation du résultat aux fonds associatifs.

### **Jonathan BOCQUET**

Qui est en faveur ? Merci. Pas d'oppositions ? Parfait.

## **VIII. Barème des cotisations 2025 et tarification des formations**

### **Jonathan BOCQUET**

On va maintenant passer au barème des cotisations 2025 et des tarifications des formations.

On vous propose l'application de l'indice INSEE de l'inflation sur les cotisations et sur les tarifications. C'est aussi basique que ça. Je suis preneur de vos réactions.

JB

Si jamais vous veniez à valider ce choix, je vous inviterais ensuite à le défendre dans vos collectivités. On sait que la préparation des budgets est un moment où les adjoints aux finances, les agents généraux et les cabinets examinent de près toutes les adhésions aux associations et se demandent pourquoi elles augmentent. Ils se demandent ce qu'ils gagnent à être adhérents. Il faut défendre ardemment l'adhésion à l'association.

Si jamais vous avez l'impression que le compte n'y est pas, il faut nous le dire. Cela voudrait dire qu'on a peut-être raté quelque chose et que vous avez l'impression que la cotisation est exagérée, par rapport aux services et à ce que porte l'Anacej.

Est-ce qu'il y a des commentaires ?

### **Saïda BELAID**

J'ai défendu le plaidoyer en Conseil municipal qui a voté à l'unanimité. L'un des arguments était la non-augmentation des cotisations. Je vais avoir du mal parce qu'on a vraiment un manque de lisibilité. Ce n'est pas uniquement sur l'Anacej, mais l'adhésion de la Ville à un certain nombre d'associations pour lesquelles je me suis battue pour leur plus-value.

Je pense que j'aurais encore à le faire et j'aurais les arguments, mais pour notre Ville, on n'envoie pas un bon message. Je sais que je me retrouverai en difficulté sur cette augmentation. On n'est pas une ville endettée et on n'est pas une ville pauvre, mais je crains d'avoir des levées de boucliers.

### **Jonathan BOCQUET**

Merci pour ce discours de franchise et de sincérité.

### **Alain LEVY**

Je donnerai l'exemple de ma commune. L'année dernière, on n'avait pas augmenté. C'était une année de forte inflation et ça a été une erreur. Cette année, on est obligés de corriger le tir et on augmente le prix des services de 3 %. Pour moi, l'augmentation de l'Anacej est tout à fait légitime. Dans cette période inflationniste, on ne peut pas continuer à ne pas augmenter. Il s'agit d'une argumentation politique.

Tous les ans, je repasse, comme vous tous, au niveau des comptes municipaux pour voir si on est obligés de continuer avec telle ou telle association. On est obligés de défendre les associations que nous soutenons. C'est une argumentation politique. C'est aussi une argumentation sur l'augmentation, puisque nous ne sommes pas les seuls à augmenter. On augmente nous-mêmes le prix de nos services, donc je serai pour.

### **Jonathan BOCQUET**

Merci.

Le choix de ne pas avoir augmenté les cotisations en 2023 va nous coûter sur le long terme, puisqu'on ne corrigera pas. Là où on propose l'inflation de 2023, on ne propose pas l'inflation 2022. On perdra

donc pour toutes les années à venir les +6,6 % de coûts qui incombent à l'Anacej et que l'on n'est pas allés chercher, du côté des recettes.

Évidemment, les collectivités l'oublient vite, donc charge à vous de rappeler que l'Anacej a fait un vrai effort d'assumer des surcoûts, sans les faire peser sur les adhérents. Elle a compensé complètement 6,6 % pour 2022, mais aussi pour toutes les années suivant 2022.

Il faut vraiment mettre en avant le choix qu'on a fait l'an dernier de rendre plus avantageuse la tarification aux adhérents. On a diminué la tarification des accompagnements et des formations pour les adhérents aux dépens des non adhérents. L'adhésion vaut d'autant plus qu'avant le coup.

On mène actuellement une réflexion que l'on n'est pas encore en capacité de faire, mais peut-être que vous, en tant que délégués de votre collectivité à l'Anacej, vous pouvez faire. Il s'agit d'un rapport d'activité Anacej/collectivités.

On présente un rapport d'activité global, mais on n'a pas encore la lisibilité précise de tout ce que l'Anacej a proposé à une collectivité. Nous nous rendons compte que les collectivités elles-mêmes n'en ont pas la lisibilité.

Une fois, c'est l'élu qui va être formé. La fois suivante, ce sera le Directeur de services ou l'agent et parfois par des canaux différents. L'adjoint aux finances DGS ou DGA en a encore moins entendu parler parce que tout ce qu'il s'est passé au cours de l'année ne remonte pas. La participation à tel évènement, le fait que des salariés de l'Anacej soient venus pour animer un temps ou pour tenir un stand sont autant de coûts et de bénéfices pour la collectivité qui ne sont pas mis en visibilité.

On réfléchit à une manière de rendre compte annuellement ou bisannuellement de la contribution de l'Anacej à chaque collectivité. En même temps, cela nous interroge parce que c'est du temps de travail que l'on va consacrer à seulement de la valorisation pour convaincre les collectivités que le compte y est.

Je n'ai pas de doutes sur le fait que pour 90 % des collectivités, le compte y est. Je ne veux pas rentrer dans ce type d'argumentations, mais quand on distribue récemment des billets pour les Jeux olympiques, vous connaissez le prix de la place des billets, une collectivité qui paye une adhésion à 500 euros et qui obtient 5 places pour les Jeux olympiques a assez largement gagné son adhésion.

Soyez vigilants sur le traitement de cette adhésion, même si je suis le premier à dire que l'adhésion n'est pas seulement un achat de prestations. Il ne s'agit pas seulement d'adhérer pour « avoir le droit de ». C'est adhérer à un plaidoyer, c'est adhérer à un réseau, c'est porter un message.

Vous avez bien noté que notre équipe était très opérationnelle. Il n'y a pas seulement l'opérationnel, il y a aussi le fait d'aller ensuite interpeller les pouvoirs publics et les parlementaires. On a besoin de ça et une part de la cotisation va dans ce plaidoyer.

Est-ce qu'il y a d'autres réactions ou commentaires ?

JB



### **Dominique BABE**

Bonjour. Je suis de Corbas, donc je suis une élue locale.

Par rapport à la dernière phrase que tu viens de citer, c'est effectivement un plaidoyer et une adhésion qui a un objectif politique envers notre jeunesse. Personnellement et avec beaucoup d'humilité, je ne pense pas qu'on utilise assez le réseau Anacej parce qu'on n'a pas beaucoup de visibilité.

C'est aussi un engagement qu'il faudrait prendre pour avoir plus de connaissances sur vos activités. À chaque fois que j'essaye de renvoyer les services, il y a la disponibilité des gens et aussi des questions financières sur les départs en formation parce que les équipes sont fragiles. Parfois, elles se renouvellent et c'est déjà compliqué en interne. Je défends l'intérêt des objectifs politiques d'adhésion à ce type d'associations, comme le réseau des Villes éducatives.

C'est de ma responsabilité, en tant qu'élue de ville adhérente de m'impliquer un peu plus. Parfois, j'ai l'impression que les informations ont du mal à passer. Je ne pense pas tout recevoir. C'est aussi une adhésion d'engagement.

### **Jonathan BOCQUET**

Merci. Sur la connaissance du réseau, effectivement, c'est très clairement quelque chose qu'on a bien identifié comme une vraie fragilité. Notamment Amnyos, le cabinet qui nous a accompagnés, nous a confortés dans l'idée que c'était une vraie fragilité. Notre réseau n'a pas conscience de ce qu'on fait. Il ne sait pas comment s'impliquer. Il ne sait pas comment bénéficier de tout ce qu'on fait.

Parfois, on a des activités et des propositions d'actions sous-exploitées par notre réseau. Il va falloir qu'on le conforte. C'est le travail de Jean-Marc, Raphaëlle et David, notamment.

### **Sandrine BAYLAC**

Ce qui me vient, c'est que c'est un réseau dans lequel c'est clairement une histoire de choix politique et d'engagement là où on est de l'élue et des techniciens.

À mon avis, le meilleur moyen d'avoir les infos partout, tout le temps, c'est de venir. Au départ, ce sont les techniciens du Conseil départemental qui sont venus sur des rendez-vous. Finalement, ils m'ont dit qu'il fallait que j'y aille.

Parfois, ce sont eux qui viennent. Parfois, c'est moi. Plus on y est et plus on est immergés, plus on sait ce qu'il se passe et plus on a les retours. Aujourd'hui, ça se passe comme ça. C'est un vrai travail d'équipe.

C'est ce qui fait l'ADN de l'Anacej. Il y a des techniciens, des élus et des jeunes. Sans le triptyque, si on se dit que parce qu'on est élu référent, on y va de temps en temps ou si on se dit que parce qu'on est technicien, on n'est pas concerné, ça ne marche pas. On voit bien qu'on a de la déperdition d'information. Il faut le triptyque.

JB

Aujourd'hui, en Haute-Garonne, on a des jeunes qui sont au ComJ. C'est vrai que ce doit être un triptyque pour avoir un vrai engagement pour que toutes les infos se croisent et qu'on puisse en profiter pleinement, au même titre qu'on peut profiter de ce qu'on fait au réseau. C'est la richesse de ce réseau et parfois, la faiblesse.

**Jonathan BOCQUET**

Merci.

Je vais mettre aux voix cette proposition. J'entends tout à fait et je pense que tu ne seras pas la seule à me dire que 2,2 %, c'est à la fois peu et beaucoup. On voit bien le contexte de toutes les collectivités, on voit bien leurs pertes de recettes et la poursuite de l'effet ciseaux, mais il me semble difficile, pour l'Anacej, de continuer à assumer chaque année seule l'inflation. Je propose de mettre aux voix cette augmentation de 2,2 % ainsi que la tarification des formations 2025.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? J'en conclus l'unanimité. Je vous remercie de votre soutien à l'association et au réseau.

## **IX. Élection au conseil d'administration du Collège des conseils départementaux et régionaux et des collectivités territoriales uniques**

**Jonathan BOCQUET**

Le vote va être assez rapide, puisqu'on a huit candidats pour huit places. Néanmoins, comme il nous reste cinq minutes, je vous propose que chacun puisse dire un mot. C'est l'occasion de connaître vos homologues et les futurs représentants au Conseil d'administration.

**Guillaume ALMEDA**

Bonjour à tous. J'ai 30 ans. Je suis élu à la Région Occitanie à la Jeunesse. Je remplace le Vice-Président. On a profité dernièrement des actions pour les jeunes et avec les jeunes, c'est la raison pour laquelle, en continuité, je vais défendre partout en Occitanie le réseau Anacej, et surtout, travailler au plus près du terrain.

**Gaby CADIOU**

Je suis Conseillère régionale et je préside, à la Région Bretagne, la commission Jeunesse, Égalité des droits et Citoyenneté. Je suis également Déléguée au Conseil régional des jeunes et à la Jeunesse.

À la Région, on a placé les jeunes au cœur de nos politiques publiques depuis un moment. Au-delà de solliciter leur avis, on travaille vraiment avec eux sur des sujets pour trouver des solutions adaptées à eux.

Notre Conseil régional des jeunes a été créé en 2004. Au début, il était une assemblée qui construisait des outils qui devaient servir plus ou moins modestement à la vie citoyenne des lycées. Ce Conseil

JB

régional a évolué et maintenant, les jeunes ont un réel pouvoir d'interpellation auprès des élus. Ils sont sollicités par les élus et de belles choses se passent.

Dans la commission que je préside depuis le début de ce mandat, les jeunes siègent. Il y a quatre jeunes : deux titulaires et deux suppléants. Ils n'ont pas le droit de vote parce qu'ils n'ont pas été élus, au moment des élections régionales, mais ils font bouger les choses.

Pour avoir vécu le précédent mandat avec une super Présidente de commission qui était plutôt passeur de plat à passer le bordereau pour le faire voter, la présence des jeunes dans cette commission fait que tous les partis politiques sont autour de la table.

À part un parti politique qui ne dit jamais rien et qui ne prend pas part au vote, tous posent des questions et jouent le jeu. Quand le jeune interpelle une personne, on est obligés de répondre. Si on ne répond pas et qu'on veut garder ses billes pour faire le buzz dans l'hémicycle, ce n'est pas possible parce que pour le jeune, si on ne lui répond pas, c'est soit qu'on n'a pas réponse, soit qu'on se moque du sujet.

C'est une commission super intéressante, notamment grâce à la présence des jeunes.

On a notre Point breton Mobilisation pour la jeunesse qui répond aux situations rencontrées par les jeunes avec 16 chantiers choisis par les jeunes qui fonctionnent très bien. On vient de mettre en place notre observatoire breton chez les jeunes. Ils sont encore à l'état de prototypes, mais ils sont coordonnés par la Région. L'objectif est de partager l'expertise sur les jeunes et de mettre à disposition des données pour les collectivités.

On a deux élus au ComJ depuis peu, dont Ilana qui est aussi présente au Conseil d'administration. De belles choses se passent. J'espère ne rien oublier.

Pour toutes ces raisons, pour tous ces projets, on souhaite poursuivre l'aventure avec l'Anacej qui nous a aidés à mettre en place notre budget participatif. On a beaucoup travaillé au début. Maintenant, l'expérimentation a eu lieu. Dix lycées ont expérimenté le budget. Les jeunes nous ont présenté leur projet. On a retravaillé avec eux sur le cahier des charges et ce sera élargi à toute la Bretagne à la prochaine rentrée.

Je vais terminer avec le Congrès de l'Anacej. On est très fiers et ravis de l'organiser. Un clin d'œil à l'équipe de l'Anacej et à Charlotte qui fait un travail de dingue et qui découvre le fonctionnement de la Région Bretagne. Ce n'est pas toujours simple. Il faut jongler entre les services.

Pour rebondir sur ce que disait Sandrine tout à l'heure, il faut aimer le réseau pour le renforcer. À la Région, on aime le réseau, mais il faut qu'on le fasse connaître parce qu'on n'a pas autant d'adhérents que ça. On est ravis de vous accueillir au mois d'octobre en Bretagne.

*Applaudissements.*



## **Stéphanie ANFRAY**

Bonjour à toutes et à tous. Je suis Conseillère régionale de la Région Nouvelle-Aquitaine. Ma délégation est la promotion sociale dans l'éducation. Au sein de cette dernière, j'ai vraiment la chance de porter le Conseil régional des jeunes.

C'est une délégation enthousiasmante parce que le Conseil régional des jeunes n'existait pas. C'était une volonté du Président de la région Aquitaine de créer, au début de la dernière mandature, cette instance.

C'est malheureusement en lien avec l'actualité, c'est-à-dire la question du non-vote d'une partie de la jeunesse, du type de vote de la jeunesse, donc de les amener vers la connaissance des politiques publiques, la question de la participation, de la démocratie, etc. C'est ce qui a amené cette volonté politique.

Nous avons une instance qui a vu le jour, mais grâce à l'Anacej. Je tiens vraiment à remercier toute l'équipe, Marie-Pierre en particulier. L'Anacej nous a accompagnés. Jérôme est là aussi. L'Anacej a accompagné les équipes, elle a accompagné l'élue que je suis également, et les jeunes. On peut témoigner de l'importance de l'Anacej.

Ce renouvellement de candidature est à la fois une volonté politique de la Région Nouvelle-Aquitaine. Aujourd'hui, Julien est là, deux de nos jeunes du Conseil régional participent au ComJ. Au sein du Conseil régional, comme évoqué tout à l'heure par la collègue élue de Lyon, il y a la question de la représentativité des jeunes et des territoires. Il s'agit de faire un lien entre le Conseil régional des jeunes, toutes nos instances, mais aussi l'ensemble des jeunes. Cela nous semble important.

Cette candidature est aussi personnelle parce qu'on partage tous pleinement les valeurs portées par l'Anacej. J'ai aussi eu une vie, avant ma vie d'élue, de militante, au sein d'une fédération de parents d'élèves qui porte justement la question de la participation de la jeunesse. Le fait de leur donner la parole est absolument à prendre en compte, en tant qu'élue.

Autre élément très important, dans cette candidature. Nous voyons combien vous êtes et combien nous sommes utiles. Il s'agit de porter les actions et l'importance du réseau auprès des autres collectivités.

*Applaudissements.*

## **Sandrine BAYLAC**

Je candidate au nom du Conseil départemental de Haute-Garonne. Comme vous l'aurez compris tout à l'heure, on va aller en Bretagne avec le stade toulousain et pour le Congrès de l'Anacej. Nous viendrons donc en Bretagne avec plaisir.

Aujourd'hui, je candidate pour le Département tout d'abord parce qu'au niveau départemental, on a engagé une politique jeunesse en créant un service dédié, en créant un observatoire et en essayant de

JB

voir comment on pouvait travailler avec les jeunes au quotidien, tout le temps, sur tous les sujets qui nous regardent, au niveau départemental.

Cette politique a amené d'énormes réunions, d'énormes réflexions, d'énormes disputes. Ensuite, nous nous sommes dit : « On y va. » On essaye de travailler avec les jeunes sur le fait de soutenir la façon qu'ils ont de s'engager. Même si ce n'est pas la vision que l'on a, on essaye de soutenir la façon qu'ils ont de vouloir s'engager avec tout le monde dans un écosystème, dans une organisation déjà en place et historique.

On a engagé ce travail avec l'Anacej. Au départ, les techniciens se sont dit qu'il y avait quelque chose à faire et qu'il fallait travailler avec cette association. Ensuite, ils m'ont dit : « Sandrine, tu y vas parce qu'il y a vraiment quelque chose à faire avec cette association. » Enfin, on a maintenant Naomie qui fait partie du ComJ.

Le triptyque est important parce qu'il met en place toutes les synergies. Nous nous y retrouvons complètement. Vous savez être présents quand on en a besoin. On est dans un échange constructif permanent. C'est la raison pour laquelle on souhaite continuer à porter cette politique jeunesse au niveau départemental, la partager avec tout le réseau, et profiter de ce réseau et des richesses que nous sommes dans ce réseau pour pouvoir avancer ensemble, d'autant plus en cette période pour le moins périlleuse.

*Applaudissements.*

**Jonathan BOCQUET**

Merci beaucoup.

Un certain nombre de candidatures ne pourront pas être présentées en direct, mais je les excuse. Vous comprendrez pourquoi c'était compliqué pour elles :

- Bernadette DUCLONA-CONSTANT, Vice-Présidente déléguée à la Solidarité et au Vivre ensemble de la collectivité territoriale de Guyane ;
- Amandine RAMAYE, Vice-Présidente de la région Réunion ;
- Christelle CABANIS, qui s'excuse et qui est en campagne sur une circonscription où il y a un vrai risque, le Conseil départemental du Tarn, elle est Conseillère déléguée à la Jeunesse ;
- Sabine TIONOHOUE, Éluée Déléguée à l'Éducation, Conseil départemental de la Réunion.

Voilà l'ensemble des candidatures.

Je mets aux voix. Seul le collègue correspondant a le droit de vote. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? À l'unanimité, l'ensemble de ces candidatures sont validées.

*Applaudissements.*



## **X. Remerciements**

### **Jonathan BOCQUET**

Avant de clôturer, je vous signale que dans le dossier qui vous a été remis, il y a un petit document qui correspond au pré dossier de candidature pour accueillir le Congrès 2026 de l'Anacej. Avis aux intéressés, sachant que la candidature peut être portée par une ou plusieurs collectivités.

### **Saïda BELAID**

Ce sera en pleine élection.

### **Jonathan BOCQUET**

Ce sera une spécificité. En l'occurrence, on l'a déjà connu, puisque le dernier congrès mené en période d'élections municipales, c'était en 2014. Cela s'était plutôt bien passé. Je dirais même qu'à la prise de fonction d'adjoint à la Jeunesse, c'était une vraie force dans la construction et le lancement d'une feuille de route Enfance-Jeunesse que d'accueillir le Congrès et un réseau national, et de travailler avec des gens de toute la France qui avaient déjà des idées, des questions et des expériences. Ne voyez pas comme un risque, mais plutôt comme une chance, le fait d'accueillir un congrès quelques mois après une élection. Néanmoins, cela demande de la préparation.

C'est la raison pour laquelle on lance les candidatures dès maintenant. C'est pour que vous puissiez, si vous êtes la collectivité accueillante, voir concrètement comment cela se passe, et pour communiquer dès octobre 2024 sur la collectivité accueillante 2026, si jamais on arrive à trouver la collectivité accueillante d'ici là.

Merci à toutes et à tous.

*L'Assemblée générale ordinaire prend fin à 11 heures 40.*

Jonathan BOCQUET



Président de l'Anacej

